

Cas d'expérience de la région Asie-Pacifique:

Un instantané de **l'Aide pour le commerce**
sur le terrain



Cas d'expérience de la région **Asie-Pacifique**:

Un instantané de **l'Aide pour le commerce**
sur le terrain

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



NATIONS UNIES

CESAP

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique



TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	5	TABLEAU 6: PRODUITS DES PROJETS MENÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE	24
INTRODUCTION	9	TABLEAU 7: RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE	26
PORTÉE RÉGIONALE DES CAS D'EXPÉRIENCE	11	TABLEAU 8: IMPACTS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE	28
ORIENTATION THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE	16	TABLEAU 9: FACTEURS DE RÉUSSITE	32
LE SUIVI ET L'ÉVALUATION: PRODUITS, RÉSULTATS ET IMPACTS	22	TABLEAU 10: PROBLÈMES RENCONTRÉS	33
FACTEURS DE RÉUSSITE ET PROBLÈMES RENCONTRÉS	31		
POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE INTRARÉGIONAL ET INTERRÉGIONAL	36		
CONCLUSIONS	45	ENCADRÉS	
ANNEXE 1: LISTE ALPHABÉTIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE	47	ENCADRÉ A: CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LE CAMBODGE	12
ANNEXE 2: MÉTHODE DE CODAGE DES CAS D'EXPÉRIENCE	50	ENCADRÉ B: CAS D'EXPÉRIENCE À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION	14
		ENCADRÉ C: INFRASTRUCTURES LIÉES AU COMMERCE	20
TABLEAU		ENCADRÉ D: IMPACT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE SUR LES EXPORTATIONS DES BÉNÉFICIAIRES DE LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE	26
TABLEAU 1: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE	11	ENCADRÉ E: CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA SOUS-RÉGION DU PACIFIQUE: ENSEIGNEMENTS RECUEILLIS	28
TABLEAU 2: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS PAR DES PMA OU LES CONCERNANT	12	ENCADRÉ F: PARTAGE DES CONNAISSANCES ET COMMUNAUTÉS DE SAVOIR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE: RÉSEAUX COMMERCIAUX SUD-SUD DE LA CESAP	37
TABLEAU 3: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE, PAR SOURCE	13	ENCADRÉ G: COÛTS COMMERCIAUX INTRARÉGIONAUX ET EXTRARÉGIONAUX EN ASIE: MARGE D'AMÉLIORATION	43
TABLEAU 4: ORIENTATION THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE	20		
TABLEAU 5: SUIVI ET ÉVALUATION	23		

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

“Il ne suffit pas d'accéder aux marchés! Le concept simpliste qui veut qu'un meilleur accès aux marchés favorise l'essor du commerce fait abstraction des aspects économiques de l'offre et de la demande. Les produits n'en doivent pas moins être concurrentiels, c'est-à-dire présenter la qualité élevée permettant de répondre aux normes de santé et de sécurité internationales, avoir un prix correct, être bien conditionnés et bien commercialisés.” Cas d'expérience soumis par les Tonga concernant les «Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole»

L'appui du commerce à la croissance et au développement est une réalité indiscutable dans la région de l'Asie-Pacifique. L'assistance liée au commerce, à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, a posé les bases de cycles de croissance positive et d'un relèvement des niveaux de vie. Toutefois, de grands écarts persistent en matière de niveaux de développement et de pauvreté d'un pays à l'autre. L'Asie compte toujours le plus grand nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar EU par jour et les îles du Pacifique continuent de pâtir des réalités incontournables que sont pour elles la dispersion géographique et l'éloignement des marchés. Cette dichotomie doit être prise en compte et exige des interventions d'Aide pour le commerce fondées sur la demande qui visent principalement à combler le manque d'infrastructures matérielles et immatérielles et favorisent une plus grande intégration régionale et des échanges intra-régionaux plus fournis.

Au total, 57 cas d'expérience ont été présentés concernant l'Aide pour le commerce dans la région. Annuellement, la région de l'Asie-Pacifique reçoit 11,3 milliards de dollars EU dans le cadre de l'Aide pour le commerce (2006-2008) et, en 2009, ce chiffre a atteint 15,7 milliards. Ces 57 cas donnent une idée de l'assistance reçue dans ce cadre et un aperçu de la variété des projets et programmes d'Aide pour le commerce. Même dans ce petit échantillon, la diversité est très grande. Les cas d'expérience décrits vont de projets et programmes régionaux mettant en jeu des corridors commerciaux et économiques à des programmes de formation ciblés par pays. Les normes, le renforcement de la capacité de production, le financement du commerce, l'intégration, la facilitation des échanges, la formation et la politique commerciale ne sont que quelques-uns des thèmes abordés.

Plusieurs messages clairs ressortent de ces cas d'expérience:

Les possibilités qu'offrent les corridors économiques de commerce et de transport de transformer les économies de la région, en particulier en Asie centrale et en Asie du Sud-Est.

- L'importance qu'il y a à compléter les infrastructures «matérielles» par des infrastructures «immatérielles» comme les règlements et les procédures relatives aux normes.
- L'importance qu'il y a pour les pays à intégrer et s'approprier les projets et programmes d'Aide pour le commerce, et à assurer l'alignement des interventions des donateurs et des systèmes et processus nationaux.

- L'importance de l'appropriation par les pays, de l'alignement, de la coordination des donateurs, du recours aux processus internes et de l'intégration du commerce apparaît dans tous les cas d'expérience. Cela vient étayer non seulement les principes de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra mais aussi le Programme de travail concernant l'Aide pour le commerce pour 2010-2011 de l'OMC. Ce programme de travail a fait une place essentielle à la mise en œuvre des priorités de l'Aide pour le commerce par une intégration efficace des échanges.

Les cas d'expérience ont illustré l'étendue des interventions liées à l'aide et à l'investissement dans la région et la nécessité pour ces deux formes de soutien de s'épauler mutuellement. Le rôle du secteur privé, à l'échelle internationale et nationale, transparaît dans les communications. Le rôle des entreprises se mesure, d'une part, en termes d'investissement porté par le secteur privé pendant la phase d'achèvement des projets et programmes d'Aide pour le commerce et, d'autre part, d'aide fournie à l'articulation des activités des PME de la région par insertion dans les chaînes d'approvisionnement/création de valeur. Plusieurs des cas d'expérience montrent qu'il est nécessaire d'assurer la viabilité des projets et des programmes. Le principal mot d'ordre est qu'il importe de favoriser la durabilité des résultats des projets. Un investissement porté par le secteur privé, des cycles de programmation plus longs et une programmation budgétaire des ressources par les pays partenaires assurant la pérennité du projet, figurent parmi les principales suggestions permettant de relever ce défi.

Le rôle du régionalisme constitue un autre message important à retenir. Une intégration plus poussée et l'utilisation des accords commerciaux pour structurer de plus grandes réformes sont considérées comme des éléments essentiels du développement lié au commerce dans la région de l'Asie-Pacifique. Les notions d'apprentissage interrégional et d'utilisation de la coopération triangulaire comme moyen efficace de partage des enseignements s'ancrent de plus en plus dans la région.

Les communications ont aussi rappelé l'importance de l'accent mis sur le suivi et l'évaluation et les difficultés rencontrées pour ce faire. Presque tous les cas d'expérience ont reconnu l'importance du suivi et de l'évaluation mais une partie seulement a effectivement indiqué que les projets et programmes avaient été évalués. L'attribution de tel ou tel impact pose manifestement problème dans de nombreux cas. Il n'est pas facile de corréler les interventions au titre de l'Aide pour le commerce à des retombées quelconques sur le commerce, l'économie et la pauvreté. L'absence d'architecture intégrée de suivi et d'évaluation dans les projets, surtout pendant la phase de démarrage, qui est celle où l'on recueille des données de référence et où l'on convient d'outils de mesure, est considérée comme un handicap dans bon nombre des cas d'expérience soumis.

Bon nombre des cadres de suivi et d'évaluation cités demeurent rudimentaires mais dans beaucoup de cas d'expérience, il est largement reconnu que les systèmes doivent être améliorés. Plusieurs cas d'expérience ne font pas expressément mention d'exercices d'évaluation mais il ne faut pas forcément en conclure qu'aucun cadre d'évaluation n'était prévu. Les cas d'expérience n'illustraient pas tout l'éventail des initiatives importantes prises par la Banque asiatique de développement, le Programme CAREC

et la CESAP (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique) dans les domaines de l'efficacité de l'aide et du suivi et de l'évaluation. Le rapport d'avril 2010 de la Banque asiatique de développement intitulé «Progress on Aid Effectiveness: 2010 Update» (Progrès en matière d'efficacité de l'aide: mise à jour 2010) indique que la Banque était en passe de remplir six des neuf objectifs cibles de la Déclaration de Paris en 2010. Les travaux menés par l'Institut de la Banque asiatique de développement et l'Institut du Programme de coopération économique régionale de l'Asie centrale sur les études d'impact au niveau des projets et des programmes régionaux sont en train d'améliorer les outils disponibles dans la région pour traiter les résultats et les impacts des interventions d'Aide pour le commerce tandis que le système de suivi et d'évaluation de la CESAP met la gestion axée sur les résultats au centre de ses travaux d'évaluation.

La région de l'Asie-Pacifique a beaucoup en commun avec d'autres régions et les cas d'expérience présentés à son propos constituent une riche source d'informations sur ce qui fonctionne et ce qui pourrait mieux fonctionner. En donnant un instantané de l'assistance prodiguée annuellement, les cas d'expérience offrent une piste de recherche et d'analyse pour l'avenir. Ils peuvent aider les donateurs dans leurs efforts destinés à améliorer la prestation d'assistance et informent les pays partenaires des politiques complémentaires qui peuvent aider à renforcer l'efficacité de l'assistance qu'ils reçoivent.

INTRODUCTION

En octobre 2010, le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de l'OCDE ont demandé que des cas d'expérience leur soient présentés sur l'Aide pour le commerce. Ces cas d'expérience étaient jugés susceptibles de beaucoup enrichir le cadre de suivi de l'OMC/OCDE, en offrant aux prestataires et aux utilisateurs de l'Aide pour le commerce l'occasion de montrer les incidences que cette aide avait sur le commerce, le développement et la réduction de la pauvreté. En mars 2011, 269 cas d'expérience avait été reçus de pays partenaires, de partenaires de développement, d'organisations internationales, de milieux universitaires, du secteur privé et de la société civile.

La région de l'Asie-Pacifique était bien représentée dans la série de cas d'expérience soumis à l'OMC et à l'OCDE. Au total, 57 cas d'expérience ont été présentés sur l'Aide pour le commerce dans la région, lesquels donnent un instantané des domaines où les besoins sont les plus impérieux et des lacunes qui doivent être comblées en matière d'infrastructures matérielles et immatérielles. La masse d'informations recueillies dans ce cadre permet aussi de dégager des enseignements clairs sur la façon dont les interventions au titre de l'Aide pour le commerce peuvent être améliorées. Malgré l'hétérogénéité des pays et des sujets abordés, l'appropriation par les pays, l'alignement, l'amélioration du suivi et de l'évaluation, la valeur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le rôle des chaînes de valeur, la nécessité d'accéder au financement du commerce et l'importance de la viabilité des projets et des programmes sont clairement énumérés dans plusieurs cas d'expérience.

Afin de tirer les principales leçons des cas d'expérience, l'OMC a mis au point une méthode s'appuyant sur une série d'éléments communs qui seraient codés et analysés à partir des cas soumis. Cette approche a permis d'évaluer les cas d'expérience au regard d'une série d'indices communs qui détaillaient chaque communication en fonction de son auteur (pays partenaire, donateur, coopération Sud-Sud, autre), du pays dont il était question (pays partenaire, PMA, PEV, pays en développement sans littoral, etc.) et de la question traitée (politique commerciale, facilitation des échanges, normes, chaîne de valeur, etc.). Des indices ont été établis pour saisir les problèmes rencontrés, les facteurs de réussite, la nature de l'intervention d'Aide pour le commerce (projet, programme ou méthodologie), les produits, les résultats et les impacts, le rôle du suivi et de l'évaluation, les enseignements recueillis et l'efficacité des interventions.

Cette méthode permet de déterminer plus facilement et plus aisément les principaux messages à retenir et les handicaps qui demeurent quant à l'efficacité du projet et offre un cadre pour l'analyse plus poussée de thèmes particuliers et d'enseignements recueillis. Aux fins de l'étude menée pour le présent rapport, on notera que des projets individuels ont pu être codés en fonction d'éléments multiples. Ainsi, un projet pouvait porter sur plusieurs thèmes, avoir des résultats et des impacts pluriels et donner lieu à une série de problèmes ou de facteurs de réussite. L'analyse figurant dans les illustrations explicatives et graphiques, par exemple, portera l'accent sur le nombre de fois où les expressions «infrastructure de réseau» ou «normes» ont été codées comme question traitée plutôt que de rapporter le nombre de cas d'expérience soumis. Certains éléments sont forcément codés une seule fois pour chaque cas d'expérience comme le fait de savoir s'il y a eu suivi et évaluation ou si le projet a fait preuve d'efficacité.

Pour le codage des «facteurs de réussite», par exemple, cinq options ont été retenues: aucun facteur signalé; appropriation par le pays partenaire; engagement et mobilisation du secteur privé; mécanismes nationaux de coordination ou de mise en œuvre efficaces; engagement du donateur et engagement pris par le partenaire de mettre les enseignements en pratique. Pour ce qui est des «impacts du projet ou du programme», le codage pouvait se faire de onze façons, à savoir: aucun impact signalé; investissement intérieur mobilisé dans le secteur; investissement étranger mobilisé; création d'emplois; accroissement des exportations; croissance à l'échelle du secteur ou de l'économie; autonomisation des femmes; réduction de la pauvreté; impact positif sur les OMD; impact positif sur l'intégration commerciale régionale et/ou l'essor du commerce régional et impact négatif (préciser).

Cette méthode se heurte à deux obstacles:

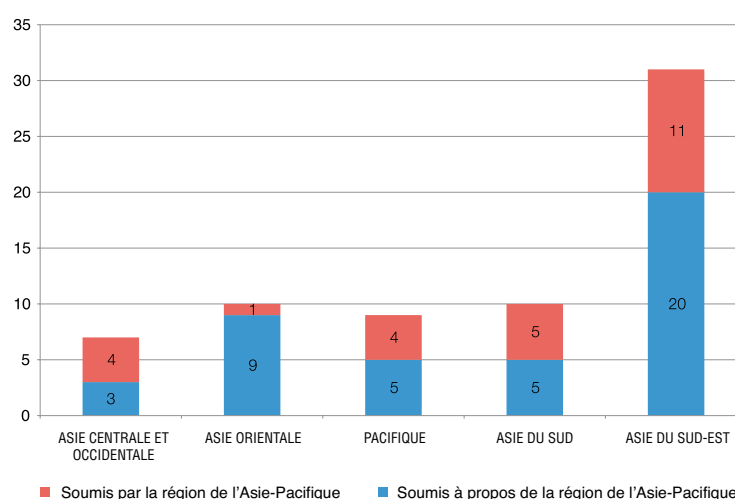
- Analyse partielle: bien que le codage des résultats de tous les cas d'expérience des diverses régions se fonde sur une série cohérente d'indices, la méthode est nécessairement biaisée dans la mesure où ce ne sont pas les auteurs qui ont codé l'information
- Cas d'expérience: même s'il était bien compris qu'il faudrait analyser les cas d'expérience d'une manière ou une autre, les auteurs des communications n'ont pas été informés de la méthode d'évaluation à l'avance. La méthode a été mise au point une fois les cas d'expérience soumis pour pouvoir procéder à l'analyse de l'échantillon.

Les codes utilisés dans la méthode figurent à l'annexe 2.

PORTÉE RÉGIONALE DES CAS D'EXPÉRIENCE

Au total, 57 cas d'expérience sur l'Aide pour le commerce ont été présentés concernant la région de l'Asie-Pacifique¹: 32 examinaient des projets; 20 étaient axés sur des programmes, quatre sur des processus et un sur une méthodologie. Cinq cas d'expérience, qui portaient principalement sur la coopération Sud-Sud, ont été soumis par la Chine (1), la Corée (1) et Singapour (3). Les cas d'expérience ont été classés dans cinq sous-régions sur la base des paramètres géographiques régionaux de la Banque asiatique de développement. Le tableau 1 en donne la répartition régionale.

TABEAU 1: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE



Note: Un cas d'expérience pouvant se rapporter à différentes sous-régions, les chiffres figurant dans le présent graphique sont supérieurs au nombre total de cas d'expérience soumis (57).

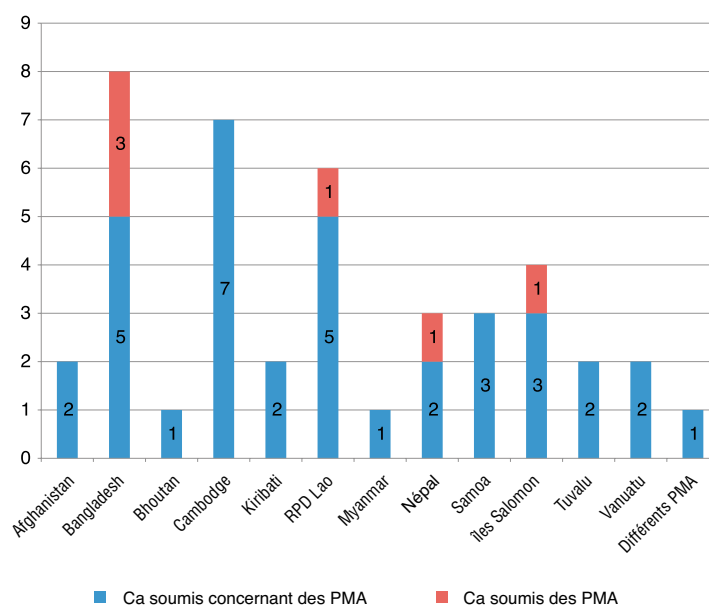
Vingt-deux cas d'expérience ont mis l'accent sur des interventions faites dans des PMA au titre de l'Aide pour le commerce, dont quatre soumis par les PMA eux-mêmes. Dans quatorze cas, les expériences décrites au titre de l'Aide pour le commerce concernaient des pays en développement sans littoral, et cinq de ces pays ont présenté des communications. En outre, quatre petites économies vulnérables (PEV) ont soumis des cas d'expérience et 14 communications concernaient des PEV. Parmi les PMA, c'est le Cambodge qui a fait l'objet du plus grand nombre de cas d'expérience (7) concernant des interventions d'Aide pour le commerce, suivi par le Bangladesh (qui a présenté trois cas d'expérience) et la RDP lao (qui en a soumis un). La Banque mondiale, par exemple, a soumis deux cas d'expérience portant sur le Cambodge, le partenariat «Better Work» au Cambodge et le «Forum Gouvernement-Secteur privé du Cambodge».

Plusieurs références ont été faites à des PMA, des pays en développement sans littoral et des PEV dans les communications décrivant des projets et programmes régionaux comme la communication australienne sur le «Collège technique Australie-Pacifique» et la communication néo-zélandaise sur «La formation professionnelle pilote dans le cadre du «Programme agréé d'emploi saisonnier». Dans ces cas

¹ Les deux cas d'expérience soumis par le Taipei chinois ne portaient que sur des projets menés au titre de l'Aide pour le commerce en dehors de la région.

d'expérience, l'accent n'était pas spécifiquement mis sur les caractéristiques particulières des pays mais plutôt sur l'application horizontale du projet ou du programme. Même dans les cas d'expérience soumis par des PMA, des pays en développement sans littoral et des PEV, les caractéristiques particulières de ces pays ne présidaient pas nécessairement à l'élaboration des prestations d'Aide pour le commerce qui leur étaient apportées.

TABLEAU 2: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS PAR DES PMA OU LES CONCERNANT



Encadré A: Cas d'expérience concernant le Cambodge

Cinq cas d'expérience ont été soumis qui mettent particulièrement l'accent sur les interventions d'Aide pour le commerce au Cambodge (deux autres cas traitaient du Cambodge d'un point de vue régional). Parmi eux figuraient la communication du Japon intitulée «Étude de développement sur le renforcement institutionnel de la promotion de l'investissement au Cambodge», qui appuyait la formulation d'une stratégie de renforcement de la promotion de l'investissement, et le soutien apporté par la Corée au «Projet de renforcement des capacités dans le domaine du commerce des biens et des services».

.... Importance de l'appropriation par les pays

Le Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD) a soumis un cas d'expérience sur «La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz». Cette communication a donné un aperçu de la politique rizicole cambodgienne et de l'assistance pluridonateurs à ce secteur. Des résultats globalement positifs ont été obtenus qu'il s'agisse des possibilités d'accès aux marchés, du processus d'exportation, des efforts plus soutenus déployés pour harmoniser les stratégies de développement nationales et régionales et de l'intégration plus poussée des produits cambodgiens dans la chaîne de valeur régionale. Il était absolument indispensable que les pays prennent l'initiative et la direction du diagnostic des contraintes qui s'imposent à eux et que des partenariats trilatéraux (donateur, secteurs public et privé) soient créés pour faire en sorte que les projets et programmes soient alignés sur

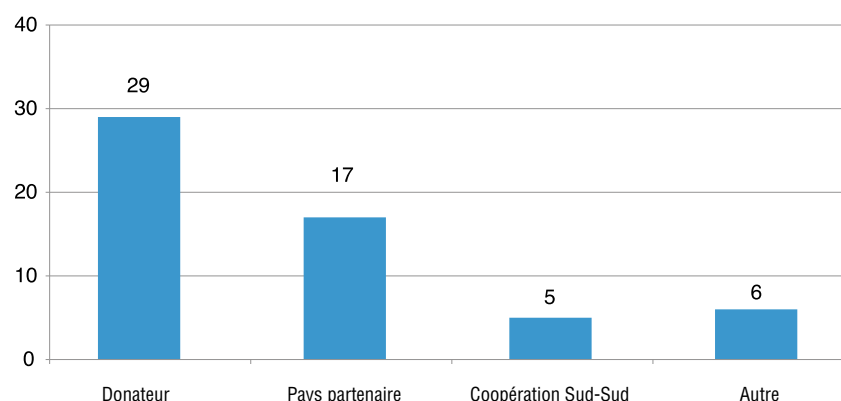
les priorités nationales et puissent être autonomes à l'issue de l'intervention. Le cas d'expérience a souligné combien il était important de mettre l'intégration régionale à profit pour développer les économies d'échelle dans la chaîne d'approvisionnement/création de valeur. Parmi les autres grands enseignements tirés de ce cas d'expérience, on citera l'importance qu'il y a à faire en sorte que les producteurs connaissent les marchés et accèdent à l'information sur les marchés, et la manière dont on peut recourir à l'APD pour concourir à l'établissement d'un climat d'investissement bien réglementé.

.... la collaboration du secteur privé est primordiale

Les deux cas d'expérience soumis par la Banque mondiale concernant le Cambodge ont mis l'accent sur le programme «Better Factories» et le «Forum Gouvernement-Secteur privé du Cambodge». Le premier présentait le partenariat entre la Société financière internationale, le Bureau international du travail et le secteur privé international qui illustre bien le fait qu'il n'y avait rien d'incompatible entre le respect des normes internationales du travail et l'obtention d'un avantage concurrentiel croissant dans l'industrie du vêtement. Le deuxième cas a aussi souligné le rôle du secteur privé, en décrivant pour sa part un cadre favorisant le dialogue entre les entreprises et les pouvoirs publics au Cambodge. Le programme mettait l'accent sur les secteurs dans lesquels le Cambodge avait des débouchés potentiels, et comme 70 pour cent des propriétaires-exploitants dans ces secteurs étaient des femmes, il prévoyait des prestations spécifiques accordées aux femmes chefs d'entreprise pour les aider à développer leur affaire et à accroître les exportations.

Sur 57 cas d'expérience, 29 ont été soumis par des donateurs (multilatéraux et bilatéraux), 17 par des pays partenaires, cinq par la coopération Sud-Sud et six par d'autres organisations; parmi eux figuraient la communication de l'Institut du commerce extérieur de Shanghai intitulée «Les petits agriculteurs de la Chine et du Canada sur les marchés mondiaux» et la contribution du CICDD intitulée «La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz».

TABLEAU 3: NOMBRE TOTAL DE CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE, PAR SOURCE



Encadré B: Cas d'expérience à l'échelle de la région

Douze cas d'expérience portaient sur des projets et programmes s'appliquant à l'échelle de la région. L'intégration régionale est une priorité pour les sous-régions de l'Asie-Pacifique. Selon la publication Asian Development Outlook 2011, la région a conclu 60 ALE et bien que des possibilités existent manifestement d'utiliser l'intégration régionale comme vecteur d'insertion croissante dans les chaînes de valeur régionales et de promouvoir des normes et des règlements communs, des faiblesses structurelles telles que l'insuffisance des infrastructures liées au commerce et la présence d'obstacles non tarifaires, compromettent les possibilités d'accroissement des échanges Sud-Sud et de meilleure intégration.

Le soutien à l'Aide pour le commerce qui va dans le sens de cette plus forte intégration et du commerce intrarégional gagne actuellement en importance dans la région de l'Asie-Pacifique. Les cas d'expérience rapportés visent des domaines comme le financement du commerce, la formation régionale, les normes et la politique commerciale et sont tous parvenus à renforcer la capacité de production régionale soit par la mise en valeur des ressources humaines, l'apport de liquidités supplémentaires aux entreprises ou le soutien à une meilleure harmonisation des normes régionales.

.... l'accès au financement reste un défi majeur

La Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont soumis l'une et l'autre des cas d'expérience axés sur le financement du commerce. Le Programme de financement du commerce engagé par la BASD dans toute la région opère dans 14 pays avec 200 banques participantes. Il cherche à remédier au manque de financement du commerce en accordant des prêts et des garanties aux banques commerciales partenaires à l'appui des échanges. Cela a permis de fournir un accès fiable au financement du commerce, d'injecter de plus gros volumes de liquidités sur les marchés du crédit et de réduire les risques auxquels s'exposent les importateurs et les exportateurs. De janvier 2008 à octobre 2010, le Programme de financement du commerce a soutenu des échanges à hauteur de 4,3 milliards de dollars EU et 1 517 transactions individuelles. En 2010, ces chiffres s'élevaient à 2,8 milliards de dollars EU et 783 transactions, dont 270 intéressant des PME. Sur ces transactions, 440 appuyaient le commerce intrarégional et 386 le commerce entre pays en développement membres. Environ 50 pour cent du portefeuille du Programme appuie le commerce intrarégional.

Le Programme de facilitation des échanges de la BERD ouvre des facilités de crédit aux banques dans les pays partenaires afin de faciliter l'accès au financement pour les importations/exportations, en particulier pour les PMA. Le cas d'expérience portait sur les résultats d'une enquête qui a confirmé que le programme avait bien facilité les échanges dans la région, son principal impact consistant à apporter une assistance technique et une formation au personnel des banques partenaires de la région, permettant ainsi à ces banques de mettre au point des programmes de financement visant spécialement le commerce. En 2008, le Programme a mené des activités dans 18 pays, contre six en 1999; le nombre des banques participantes est passé de dix à 56; les banques confirmatrices, de 18, sont passées à 119, et le volume d'affaires est passé de 51 millions à 900 millions d'euros.

... la formation et le renforcement des capacités au niveau régional peuvent appuyer l'intégration régionale et le partage de connaissances interrégional et intrarégional

Singapour a soumis trois cas d'expérience illustrant son appui à la région de l'Asie-Pacifique dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités en ressources humaines. Son «cours régional de politique commerciale», organisé en collaboration avec l'OMC, a prodigué une formation à plus de 100 participants originaires de plus de 25 pays sur les questions commerciales

intéressant l'OMC. Le cas d'expérience concernant l'«Institut régional de formation Fonds monétaire international-Singapour» mettait l'accent sur la formation dispensée à des fonctionnaires de la région sur les questions macro-économiques et financières. Depuis sa création en 1998, plus de 200 cours ont été menés à l'intention de plus de 8 000 fonctionnaires. Le «Programme de coopération de Singapour» est un exemple de programme plurirégional qui s'inspire de l'expérience de Singapour en matière de programmes sur le commerce et l'investissement pour appuyer le renforcement des capacités en ressources humaines dans d'autres pays en développement. Ce programme a formé plus de 70 000 fonctionnaires de 169 pays en développement dans les régions de l'Asie-Pacifique, de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Europe de l'Est, de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le cas d'expérience de la Banque asiatique de développement concernant l'«Assistance technique pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale» portait principalement sur le renforcement des compétences techniques et analytiques dont disposaient les fonctionnaires des pays en développement de l'Asie-Pacifique pour concevoir, négocier et mettre en œuvre des accords commerciaux efficaces. Plus de 600 fonctionnaires ont suivi cette formation. Le cas d'expérience soumis par l'Australie concernant le «Collège technique Australie-Pacifique» a mis l'accent sur la part qui revient à ce programme dans l'accroissement de l'offre de travailleurs qualifiés dans le Pacifique dans le but de répondre aux besoins du secteur et de fournir des possibilités d'emploi dans cinq grandes branches industrielles. Outre sa contribution à l'intégration régionale, au commerce des services et à la mobilité de la main-d'œuvre, ce programme s'est taillé une niche en établissant un niveau de référence et de formation sans précédent dans la région. En février 2011, 1 386 étudiants étaient inscrits et 2 424 avaient obtenu leurs diplômes. Le cas d'expérience de la Nouvelle-Zélande concernant «La formation professionnelle pilote dans le cadre du «Programme agréé d'emploi saisonnier» a décrit la formation dispensée aux travailleurs du Pacifique afin d'accroître les avantages apportés par la politique de la Nouvelle-Zélande dans ce domaine. Il met l'accent sur l'apprentissage de l'anglais, du calcul, et sur l'acquisition des notions financières et vise à accroître les possibilités et les choix qui s'offrent aux travailleurs du Pacifique embauchés dans le cadre du Programme.

... le soutien régional aux normes favorise la complémentarité des régimes et peut stimuler le commerce intrarégional

Le cas d'expérience soumis par l'Australie concernant le «Programme d'homologation de techniques de fumigation» a mis l'accent sur l'assistance fournie à l'Inde, à l'Indonésie, à la Malaisie, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines et à la Thaïlande pour le traitement des risques quaranténaires à la source. Le Viet Nam et la Chine en sont aux derniers stades de la mise en œuvre et le projet est en cours d'exécution au Sri Lanka, au Pérou et en Nouvelle-Zélande. Le projet a fait que les fumigations se sont moins souvent soldées par des échecs et il a facilité les réductions de coûts en rendant le dédouanement plus sûr. L'effet de ces améliorations est considérable du point de vue de la facilitation des échanges et on estime que 4,6 millions de dollars EU ont été économisés du fait qu'aucun retraitement n'a été nécessaire. Selon les estimations, 8 000 expéditions n'ont pas eu besoin d'être traitées une deuxième fois du fait de l'amélioration des pratiques de à l'étranger.

ORIENTATION THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE

*«La création de corridors de transport est une stratégie globale qui renforce les économies sous-régionales et individuelles pour ce qui est à la fois d'améliorer la qualité et la portée des infrastructures intrarégionales et de tirer le meilleur parti des avantages économiques accessoires de ces investissements.» Cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant le «**Projet de Corridor Est-Ouest de la sous-région du Grand Mékong au Viet Nam, en RDP lao et en Thaïlande**»*

Les communications visent un large éventail d'interventions d'Aide pour le commerce qui reflètent l'hétérogénéité de la région et les différents niveaux de développement des diverses économies. La plupart des cas d'expérience traitaient de différents thèmes. Cela confirmait à la fois la nature plurielle des projets et des programmes ainsi que l'effet d'entraînement que l'Aide pour le commerce pouvait avoir, permettant de traiter plusieurs questions commerciales différentes, mais connexes, à l'intérieur du pays. Comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous, les thèmes qui revenaient le plus souvent étaient la politique commerciale, les normes, la compétitivité, la diversification des exportations, l'intégration régionale et les chaînes de valeur.

*«L'établissement d'une coopération régionale mutuellement avantageuse en Asie centrale aurait pour résultats la création d'économies concurrentielles, une garantie de stabilité pour la région, l'amélioration du bien-être des populations et l'intégration dans la communauté international.» Cas d'expérience soumis par la République du Kazakhstan concernant la «**Mise en œuvre de l'Initiative Aide pour le commerce: une feuille de route pour les pays du SPECA**»*

En Asie centrale et occidentale, la politique commerciale, l'intégration régionale, la diversification des exportations et les normes ont été les principaux thèmes traités. Le cas d'expérience présenté par l'ONUDI au sujet des normes, qui portait sur le projet que l'Organisation a mis en œuvre au Pakistan (et au Sri Lanka) sur le thème «Comment les activités de laboratoire et les exportations peuvent contribuer ensemble à faciliter le commerce au moyen d'une évaluation de la conformité fiable à l'échelle locale», a mis l'accent sur l'appui apporté aux laboratoires d'essai en vue de leur homologation internationale. L'homologation des laboratoires permettait de développer les services d'essai, d'accroître les recettes des laboratoires et d'augmenter le nombre d'exportateurs potentiels. Le cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant l'intégration régionale par le «Projet de rénovation de la voie routière régionale Almaty-Bishkek» en République kirghize et au Kazakhstan a montré comment l'amélioration de la qualité de la route par une rénovation structurelle, le réaménagement des installations douanières et l'apport d'une assistance technique pouvaient ensemble améliorer la connectivité physique. Le projet s'est traduit par une hausse des exportations de 38 pour cent par an de 2002 à 2007, un accroissement de 25 pour cent du volume du trafic et de 165 pour cent des exportations en provenance de la République kirghize à destination du Kazakhstan.

*«Les projets relatifs aux TIC devraient avoir une perspective plus large et à plus long terme pour autoriser le renforcement futur des capacités, leur flexibilité et leur compatibilité avec d'autres systèmes nationaux de données. À l'issue des projets, les États doivent allouer un soutien budgétaire au fonctionnement et à l'entretien des systèmes informatiques pour assurer le succès de l'opération et sa viabilité à long terme.» Cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant le «**Projet de modernisation des douanes de Mongolie**»*

En Asie orientale, la politique commerciale, l'intégration régionale, les normes et la facilitation des échanges ont été les principaux thèmes examinés. Concernant la facilitation des échanges, la Banque asiatique de développement a présenté un cas d'expérience au sujet d'un «Projet de modernisation des douanes de Mongolie» qui a mis l'accent sur l'accroissement du volume des échanges commerciaux, l'amélioration du recouvrement des droits de douane et des recettes fiscales, une moindre incidence de la corruption, la réduction des obstacles au commerce, l'amélioration du climat de l'investissement et la mise en place d'un programme sur les TIC. Ce projet s'est traduit par un accroissement et une amélioration des capacités du côté de l'offre d'infrastructures matérielles et immatérielles, la modernisation des procédures douanières et la mise en œuvre d'un programme sur les TIC autorisant 100 pour cent des déclarations en ligne pour le dédouanement des exportations et des importations. On a pu observer une très forte réduction du temps nécessaire au dédouanement des importations, qui était passé de 3 heures 6 minutes à 23 minutes, et au dédouanement des exportations, qui était passé de 2 heures 20 minutes à 13 minutes, ainsi qu'une réduction de 3 pour cent des services administratifs.

*«Ce projet illustre l'importance d'une forte appropriation par les pays, du soutien permanent des donateurs, des connaissances techniques, de la gestion active des projets, et des capacités des donateurs ...». **Cas d'expérience soumis par la Suède concernant le «Développement d'infrastructures de qualité au Sri Lanka»***

Les principaux thèmes abordés pour l'Asie du Sud étaient la politique commerciale, les normes, la diversification des exportations et l'intégration de la problématique hommes-femmes. Dans le domaine de la politique commerciale, l'Inde, l'Agence britannique de développement international (DFID) et la CNUCED ont soumis un cas d'expérience intitulé «Stratégies et planification préalable pour le commerce et la mondialisation en Inde». Ce projet visait à approfondir les connaissances des négociateurs et à faciliter leur participation aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales, en les aidant notamment à soumettre des communications aux négociations au titre du PDD de l'OMC. Il visait aussi à renforcer les connaissances des parties prenantes concernant le commerce et la mondialisation en favorisant le dialogue institutionnel et le concours des parties prenantes à la politique commerciale. Le projet a contribué à augmenter la capacité de production et à accroître la compétitivité dans les domaines des indications géographiques (IG), de l'agriculture, des services, de la pêche et de l'industrie manufacturière et parmi les résultats obtenus on pouvait citer l'augmentation du nombre d'IG enregistrées et l'amélioration des connaissances et de la formation sur le marché.

Le cas d'expérience soumis par la Suède concernant le «Développement d'infrastructures de qualité au Sri Lanka» visait à aligner le cadre réglementaire et l'infrastructure qualité sri-lankais sur les prescriptions de l'OMC et de l'UE. Le projet a permis à l'Office sri-lankais d'accréditation pour l'évaluation de la conformité (SLAB) de se faire reconnaître internationalement pour ses régimes d'agrément et de promouvoir la procédure d'homologation de plusieurs laboratoires locaux. Le cas d'expérience concernant «Les zones d'exportation spéciales et leur impact sur les travailleuses du secteur du vêtement de l'Andhra Pradesh (Inde)» a mis l'accent sur la nécessité de prendre en compte la problématique hommes-femmes, en particulier dans les politiques portant création de zones d'exportation spéciales. L'établissement d'indicateurs de la condition féminine pour mesurer les lacunes et les réalisations a été jugé important si l'on voulait faire en sorte que les politiques commerciales soient plus sensibles aux disparités entre les sexes.

Le cas d'expérience soumis par le Népal concernant «Le CIR et l'intégration du commerce au Népal» montrait comment l'intégration du commerce s'était traduite par une coordination nationale plus étroite, y compris avec le secteur privé et les donateurs externes. Le rôle que le CIR avait joué à l'appui de cette intégration a été souligné ainsi que l'importance de la coopération entre les institutions et au sein de ces dernières. Une meilleure intégration a permis une meilleure appropriation par les pays, la hiérarchisation des secteurs à privilégier à l'exportation et l'identification de marchés d'exportation potentiels.

«Le gros écueil entravant «en amont» le succès de l'Aide pour le commerce reste lié aux questions épineuses dans le domaine SPS et les autres obstacles non techniques au commerce ... l'accès au financement pour les acteurs du secteur privé est l'écueil pénalisant «en aval» toute initiative au titre de l'Aide pour le commerce: pas de financement, pas d'expansion, pas de masse critique, pas d'impact.»
*Cas d'expérience soumis par le Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD) concernant «**La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz**»*

L'Asie du Sud-Est a été la sous-région la plus souvent évoquée. Parmi les principaux thèmes traités figuraient la politique commerciale, les normes, l'accession à l'OMC, la chaîne de valeur et l'intégration régionale. Le cas d'expérience soumis par l'Allemagne concernant la «Promotion de la chaîne de valeur dans le sous-secteur des meubles en rotin» mettait en vedette les activités tendant à réduire les blocages existants et à accroître la compétitivité des PME dans un secteur qui avait souffert de la crise économique mondiale. Il s'est traduit par la mise au point de produits nouveaux et l'amélioration des produits existants, la signature de partenariats public-privé et la création de nouveaux services dans le secteur. Le cas d'expérience de l'Indonésie concernant l'«Activité de développement des entreprises et du secteur agricole en Indonésie (SENADA) était un projet de l'USAID visant à une plus grande compétitivité de l'industrie manufacturière légère. L'objectif général était de redynamiser le climat des affaires indonésien, d'attirer l'investissement et de créer des débouchés économiques et des possibilités d'emploi. Plusieurs résultats positifs ont été atteints, comme une augmentation de 9,8 pour cent des exportations d'accessoires pour la maison et une hausse du nombre d'entreprises officiellement créées. Un autre cas d'expérience concernant l'Indonésie, intitulé «Programme d'appui au commerce-1» et bénéficiant du soutien de l'UE, a mis en avant la modernisation des aspects techniques du processus d'importations/exportations bilatéral UE/Indonésie, qui a donné lieu à une formation à l'information concernant l'OMC, à une assistance technique dans le domaine des normes et de la certification, et à une assistance destinée à améliorer l'accès offert au marché de l'UE aux entreprises indonésiennes par un resserrement des contrôles en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le projet s'est traduit par une réduction des obstacles au commerce, une amélioration des flux commerciaux à destination de l'UE et un meilleur accès aux marchés pour les exportations de produits de la pêche en UE.

La RDP lao a soumis un cas d'expérience concernant l'assistance fournie par le «Fonds pour le développement du commerce» à la Structure de gouvernance du cadre national intégré. Son objectif était d'aider le pays dans son accession à l'OMC et son intégration économique régionale et mondiale, par le biais d'activités destinées à faciliter le commerce et à accroître le mouvement transfrontières des marchandises. Il abordait la facilitation des échanges, les questions SPS/OTC, la compétitivité des exportations et le climat des affaires, le renforcement des capacités et la politique commerciale. Il a été conçu à partir des principales contraintes identifiées dans l'Étude diagnostique de l'intégration commerciale (DTIC) et dans la matrice des actions du CIR et s'est traduit par la création d'un Comité exécutif de l'Aide pour le commerce chargé de donner des conseils, de coordonner l'action et d'approuver la mise en œuvre de projets liés au commerce. Le Centre international pour le commerce

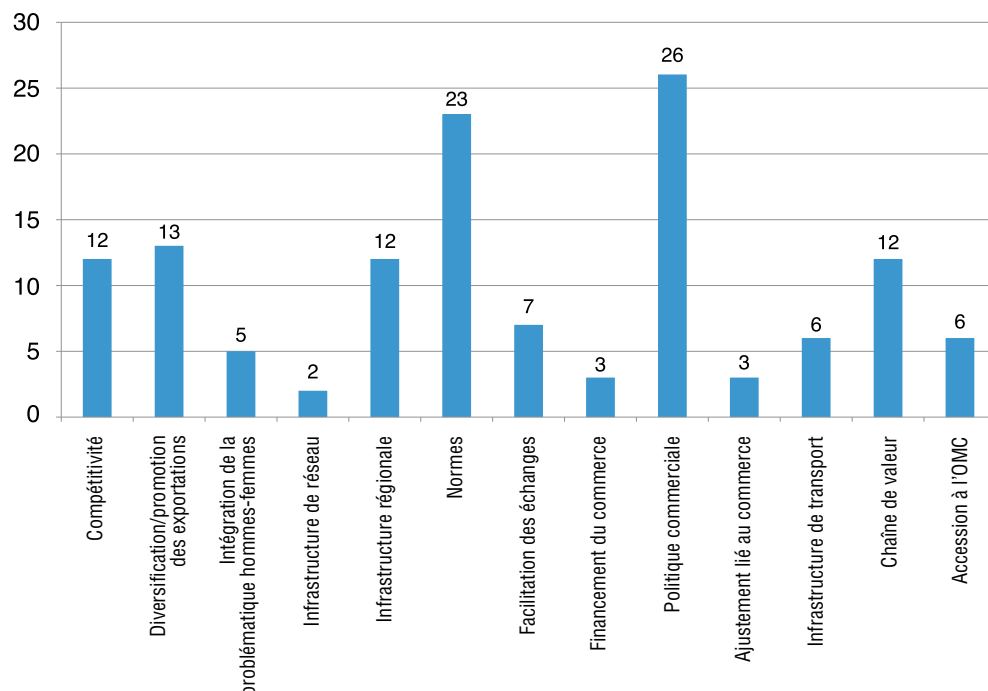
et le développement durable (CICDD) a soumis un cas d'expérience concernant «La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz». Il a donné un aperçu de l'assistance pluridonateurs au secteur rizicole qui visait dans tous les cas à soutenir la diversification des échanges. Des résultats globalement positifs avaient été obtenus qu'il s'agisse des possibilités d'accès aux marchés, du processus d'exportation, des efforts plus soutenus déployés pour harmoniser les stratégies de développement nationales et régionales et de l'intégration plus marquée des produits cambodgiens dans la chaîne de valeur régionale.

«Comme de nombreux projets financés extérieurement dans le pays, les activités et les réussites obtenues en conséquence tendent à prendre fin une fois la phase d'exécution du projet achevée et le financement interrompu. C'est parce que les pouvoirs publics ne s'approprient pas ce type de projets pour leur donner un nouvel élan et continuer à faire fond sur les travaux engagés.» **Cas d'expérience soumis par les Îles Salomon concernant le «Projet de rétablissement des moyens d'existence offerts par le cacao»**

Pour le Pacifique, les principaux thèmes traités étaient les normes, la politique commerciale, l'intégration régionale et la compétitivité. Les Fidji ont soumis un cas d'expérience concernant la création d'une «Autorité compétente des Fidji». L'UE a financé un projet traitant la question de la qualité et des normes du poisson et des produits de la pêche des Fidji, ceux-ci ayant été interdits à l'exportation sur le marché de l'UE. Le projet, qui englobait la gestion de toutes les conditions relatives à l'inspection et au contrôle des exportations d'aliments d'origine marine en UE, s'est traduit par une évaluation positive de l'état de préparation des Fidji en vue de leur classement sur la liste agréée de l'UE pour les exportateurs de poissons. Le cas d'expérience de l'Australie concernant le «Collège technique Australie–Pacifique» a illustré l'objectif du projet qui était d'accroître l'offre de travailleurs qualifiés dans le Pacifique dans le but de répondre aux besoins du secteur et de fournir des possibilités d'emploi dans cinq grandes branches industrielles. Outre sa contribution à l'intégration régionale, au commerce des services et à la mobilité de la main-d'œuvre, ce programme s'est taillé une niche en établissant un niveau de référence et de formation sans précédent dans la région. En février 2011, 1 386 étudiants étaient inscrits et 2 424 avaient obtenu leur diplôme et l'on considère que c'est une bonne approche régionale des services d'éducation et de formation.

Les Îles Salomon ont soumis un cas d'expérience concernant leur «Projet de rétablissement des moyens d'existence offerts par le cacao» qui visait à accroître la capacité de production du cacao par la formation, la distribution de matériel et d'outils pour la culture du cacao et la fourniture d'une assistance logistique aux exploitations isolées. Le projet a donné lieu à des volumes d'exportation record de cacao (5 481 tonnes) en 2010, très supérieurs au volume moyen annuel des exportations (400 tonnes) enregistré pendant la période allant de 2003 à 2009. Le cas d'expérience soumis par les Tonga, qui comparait deux «Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole» dans le domaine des normes, a mis l'accent sur la gestion régionale du programme de lutte contre la mouche des fruits et sur le programme STABEX financé par l'UE. Ces projets ont permis d'accroître les recettes agricoles des Tonga, mais avec plus ou moins de succès, et ont affirmé l'importance qu'il y avait à aligner les projets sur les priorités nationales.

TABEAU 4: ORIENTATION THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE



Encadré C: Infrastructures liées au commerce

Cinq cas d'expérience ont été soumis dont les infrastructures liées à l'Aide pour le commerce constituaient le thème essentiel. Les corridors de commerce et de transport et la création d'infrastructures notamment portuaires sont primordiaux dans une région où de vastes portions des pays sont sans littoral ou insulaires. Outre qu'ils offrent des possibilités d'accroissement des échanges intrarégionaux, les corridors permettent d'étendre la chaîne d'approvisionnement/production et distribution et peuvent avoir des externalités positives sur la pauvreté, la croissance de nouveaux secteurs et l'emploi.

... des projets qui mettent l'accent sur les infrastructures matérielles et immatérielles peuvent être plus efficaces

Tous s'accordaient clairement à reconnaître l'importance qu'il y avait à combiner les infrastructures «matérielles» et «immatérielles» dans la mise en œuvre des programmes et projets. Une autre grande leçon à tirer était la part importante qui revenait aux instruments juridiques régionaux, comme l'Accord de transport transfrontières en Asie centrale et occidentale, à l'appui des projets régionaux de facilitation des échanges et de transport.

Le cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant le «Projet de rénovation de la voie routière régionale Almaty-Bishkek» en République kirghize et au Kazakhstan visait à rehausser la qualité de la route reliant Almaty à Bishkek par une rénovation structurelle, le réaménagement des installations douanières et une assistance technique à la mise en œuvre de l'Accord de transport transfrontières. Le projet a contribué à améliorer la connectivité physique

en créant un grand axe de transport entre les deux centres commerciaux et s'est traduit par une hausse des exportations de 38 pour cent par an pendant la période allant de 2002 à 2007, une augmentation du volume du trafic de 25 pour cent et une augmentation de 165 pour cent des exportations de la République kirghize au Kazakhstan.

... le développement de corridors de transport améliore la qualité et la portée des infrastructures intrarégionales

Le cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant les infrastructures commerciales portait sur le «Projet de Corridor Est-Ouest de la sous-région du Grand Mékong au Viet Nam, en RDP lao et en Thaïlande». Ce dernier visait à accroître la coopération économique et la facilitation des échanges entre les trois pays en améliorant les infrastructures de transport dans le Corridor Est-Ouest et en réduisant les obstacles autres que physiques aux mouvements des biens et des personnes. Cela a permis une augmentation du nombre moyen de véhicules qui traversent la frontière, une durée de trajet plus courte et des hausses de la valeur moyenne des biens faisant l'objet d'échanges commerciaux qui passent par le corridor. L'autre cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement mettait l'accent sur le «Projet de développement portuaire des Fidji» dans le cadre duquel la réfection des quais s'est traduite par une plus grande capacité porteuse, une rotation plus rapide des navires dans les ports, un plus faible engorgement et un abaissement des taux de fret et des frais de chargement supplémentaires. La productivité s'est améliorée, passant de 5,23 conteneurs par navire et par heure en 2008 à huit conteneurs par heure en 2010.

Le cas d'expérience soumis par la Banque islamique de développement concernant le «Projet de route de la soie en Azerbaïdjan» visait à fournir un service de transport terrestre direct par la rénovation et la reconstruction du tronçon de route de la soie du Programme du couloir de transport Europe-Caucase-Asie (TRACECA). L'accent mis par le projet sur l'amélioration des transports régionaux visait à renforcer les politiques commerciales et la facilitation des échanges en établissant des corridors de transport compétitifs et en facilitant le mouvement des personnes et des biens. Le cas d'expérience présenté par le Japon concernant le «Transport routier sans transbordement le long du Corridor Est-Ouest» a mis l'accent sur la promotion des transports transfrontières pour accroître les échanges régionaux et créer un climat plus propice pour l'investissement. Il a appuyé le développement des transports intrarégionaux et a su favoriser l'apprentissage transrégional, le Mozambique ayant pleinement adapté cette initiative au profit du Corridor de Nacala qui relie ce pays au Malawi et à la Zambie.

LE SUIVI ET L'ÉVALUATION: PRODUITS, RÉSULTATS ET IMPACTS

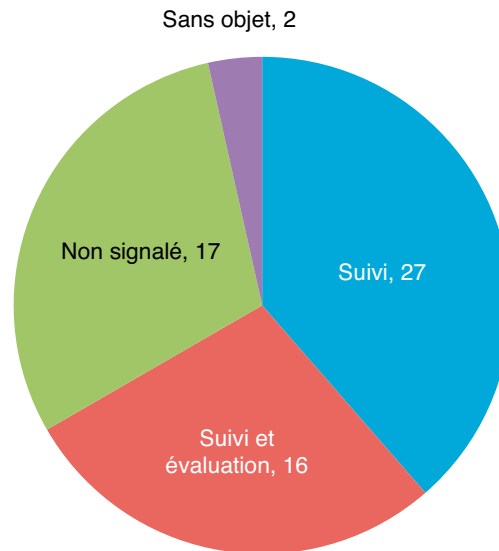
«L'incapacité à établir des indicateurs de résultats, des objectifs et des données de référence satisfaisants fait que l'évaluation systématique du projet a été plus difficile qu'elle aurait pu l'être. Il faudrait donner une priorité élevée au recueil systématique de données pendant tout le déroulement du projet.» **La Banque asiatique de développement a soumis un cas d'expérience concernant le «Projet de développement portuaire des Fidji».**

L'évaluation de l'impact de l'Aide pour le commerce est le principal objet du troisième examen global de l'Aide pour le commerce. Les cas d'expérience sont un indicateur des conditions dans lesquelles l'Aide pour le commerce fonctionne ou non et, dans leur immense majorité, les cas présentés par la région Asie-Pacifique et la concernant ont pu faire état de certains produits et réalisations. Toutefois, il a été dans certains cas difficile de rendre compte des incidences attribuables à tel ou tel facteur. L'absence de points de comparaison et d'indicateurs permettant de déterminer si une intervention a effectivement atteint son objectif et/ou des objectifs supplémentaires ou fortuits posait aussi problème pour déterminer efficacement l'impact des projets et des programmes. Il conviendrait aussi de noter que les auteurs des cas d'expérience n'avaient pas été expressément priés de faire rapport sur le suivi et l'évaluation, aussi le fait qu'ils ne mentionnent pas les cadres mis en place à cette fin ne signifie pas nécessairement que de tels mécanismes n'existent pas.

«Un cadre de référence doit être fixé au début du processus de mise en œuvre et des indicateurs doivent être concrètement chiffrés si l'on veut mesurer des résultats valables et fiables.»

«Des indicateurs d'impact ... devraient être mesurés et suivis car ils permettent d'anticiper le succès général d'une intervention. Bien qu'il soit difficile d'attribuer à telle ou telle activité l'évolution du degré d'impact, ces renseignements sont utiles pour se prononcer sur les effets de l'intervention sur les échanges et les résultats économiques ainsi que sur la réduction de la pauvreté.»

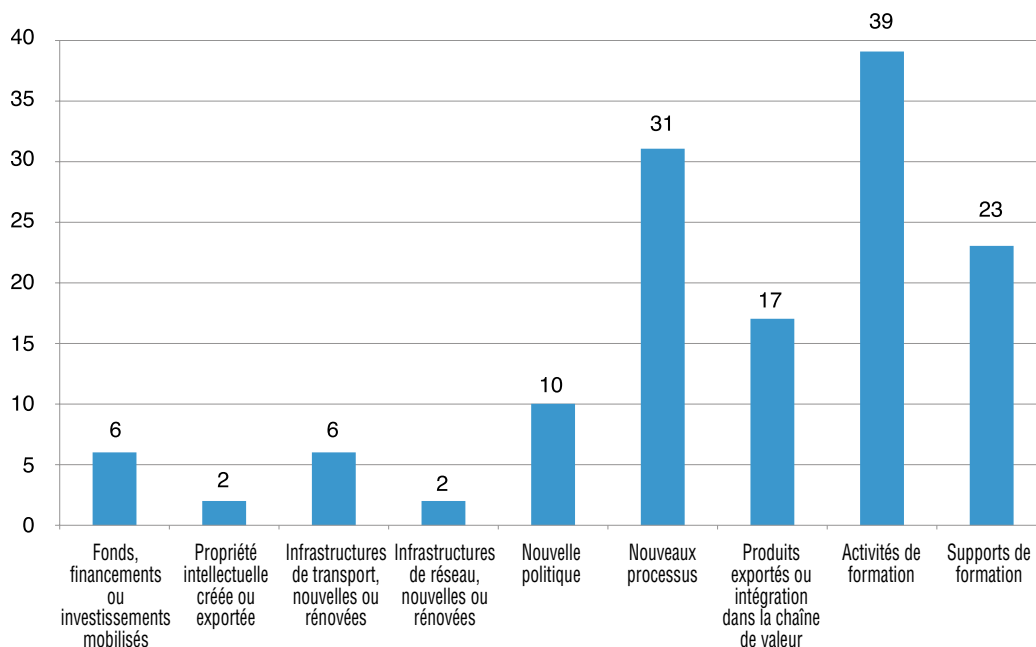
Cas d'expérience soumis par l'Allemagne concernant «La coopération tripartite Sud-Sud: utilisation des connaissances et de l'expérience du Sénégal pour améliorer les systèmes d'administration commerciale en Asie centrale».

TABLEAU 5: SUIVI ET ÉVALUATION

RAPPORTS SUR LES PRODUITS

Si l'on se fonde sur les cas d'expérience soumis, au rang des produits le plus souvent mentionnés pour les projets et les processus d'Aide pour le commerce figuraient les «activités de formation» (ateliers, cours théoriques, séminaires, voyages d'études, conférences) suivies par les «nouveaux processus» dans les domaines des douanes, des normes, des règlements régissant l'activité commerciale et de l'administration publique. Les «supports de formation» (manuels, rapports, études, sites Web), les «produits exportés ou intégration dans la chaîne de valeur» et les «nouvelles politiques» (politique commerciale, droit, réglementation) venaient ensuite. Parmi les produits les moins cités figuraient les «infrastructures de réseau, nouvelles ou renouvelées», les «infrastructures de transport, nouvelles ou renouvelées», la «mobilisation de fonds/financements et d'investissements» et la «propriété intellectuelle». Il convient de rappeler que ces constatations se fondent sur les 57 cas d'expérience et reprennent les thèmes qui y sont abordés.

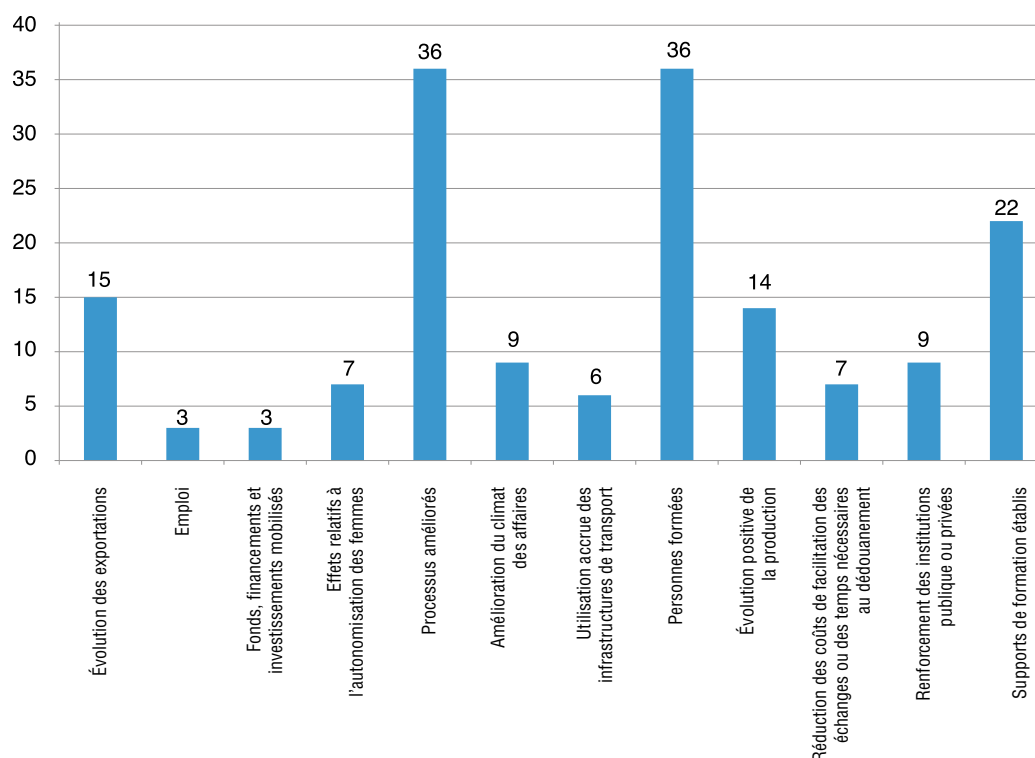
À l'échelle sous-régionale, les «activités de formation» ont été les produits les plus souvent cités dans toutes les sous-régions. Pour l'Asie centrale et occidentale, les «produits exportés», les «nouveaux processus» et la «mobilisation de fonds/financements et d'investissements» étaient aussi essentiels. Pour l'Asie orientale, c'étaient les «nouveaux processus», les «supports de formation» et la «mobilisation de fonds/financements et d'investissements» qui étaient mentionnés et pour l'Asie du Sud, les «supports de formation», les «nouveaux processus», et les «produits exportés» étaient les trois premiers produits classés après les «activités de formation». L'Asie du Sud-Est a cité les «nouveaux processus», les «supports de formation», les «produits exportés» les «nouvelles politiques» et la «mobilisation de fonds/financements et d'investissements». Parmi les produits enregistrés dans le Pacifique figuraient les «nouveaux processus», les «supports de formation» et les «infrastructures de transport, nouvelles et renouvelées».

TABLEAU 6: PRODUITS DES PROJETS MENÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS

«Les indicateurs de résultat ne devraient pas servir uniquement à mesurer le succès des exportations, mais aussi les «changements structurels» ou autres conditions générales qui permettent aux parties prenantes concernées d'améliorer leur compétitivité sans recevoir d'autre assistance du programme. Les indicateurs à court terme mesurant la progression des capacités (commerciales) sont aussi importants que les indicateurs de résultats à moyen et long termes (ou les indicateurs d'impact) liés aux résultats commerciaux ou économiques.» **Cas d'expérience soumis par l'Allemagne (GIZ) concernant la «Promotion de la chaîne de valeur dans le sous-secteur des meubles de rotin en Indonésie»**

Pour l'analyse des résultats, le codage des divers éléments a permis d'évaluer de façon générale les résultats les plus fréquemment cités. Les catégories «personnes formées» et «processus améliorés» sont les résultats les plus souvent cités, suivis par les «supports de formation établis» et l'«évolution des exportations». La catégorie des «personnes formées» s'est vu attribuer le code le plus élevé dans les cas d'expérience de toutes les sous-régions. Pour l'Asie centrale et l'Asie occidentale, les «processus améliorés», les «supports de formation établis», l'«évolution des exportations» et l'«évolution positive de la production» étaient les principaux résultats. L'Asie de l'Est a bénéficié des «processus améliorés» et des «supports de formation» tandis que les principaux résultats de l'Asie du Sud étaient les «supports de formation», les «processus améliorés» et les «institutions publiques ou privées renforcées». Pour l'Asie du Sud-Est, au rang des principaux résultats figuraient les «processus améliorés», les «supports de formation», l'«évolution des exportations» et l'«évolution positive de la production». Les cas d'expérience du Pacifique laissaient entendre que les principaux résultats étaient les «processus améliorés», les «supports de formation», l'«évolution des exportations», l'«évolution positive de la production» et les «effets relatifs à l'autonomisation des femmes».

TABEAU 7: RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

RAPPORTS SUR LES IMPACTS

«Il importe au plus haut point ... d'identifier les indicateurs de résultat quelles que soient les difficultés d'attribution, pendant voire même après la mise en œuvre d'un programme ... il est très important pour les programmes d'Aide pour le commerce d'encourager les institutions partenaires à suivre régulièrement ces indicateurs après la cessation du soutien au programme. Ainsi, il ne serait plus nécessaire de procéder à de coûteuses évaluations à posteriori.» Cas d'expérience soumis par l'Allemagne (GIZ) concernant la **«Promotion de la chaîne de valeur dans le sous-secteur des meubles en rotin en Indonésie»**

L'étude de l'impact des cas d'expérience confirme le message qui transparaît expressément ou implicitement des communications, à savoir qu'il reste difficile d'attribuer des impacts aux interventions d'Aide pour le commerce. Outre cette difficulté d'attribution, les cas d'expérience donnent d'autres explications, comme l'absence de données de référence permettant d'évaluer l'impact et le fait que les indicateurs ne sont pas intégrés dans le projet dès son démarrage. Même si l'analyse macro-économique effectuée par la CESAP et d'autres intervenants tend à indiquer que l'Aide pour le commerce a effectivement eu d'importantes conséquences pour les échanges des bénéficiaires de la région de l'Asie-Pacifique (voir l'encadré D), les cas d'expérience pointent tous sur la nécessité d'une meilleure étude d'impact et l'importance qu'il y a à établir des indicateurs fondés sur des données de référence mesurables. Dans certains cas, on a pu établir, de manière intuitive et par le biais d'une évaluation qualitative, que les interventions avaient eu des incidences positives, mais cela était difficile à prouver sur le plan méthodologique.

«Bien qu'il soit généralement difficile de lui en attribuer le mérite, on peut supposer que la voie routière régionale a considérablement contribué à la hausse des chiffres relatifs au trafic et au commerce. Cas d'expérience soumis par la Banque asiatique de développement concernant le **«Projet de rénovation de la voie routière régionale Almaty-Bishkek»**

Dans les cas d'expérience en mesure de signaler des impacts, l'«accroissement des exportations» s'est classé au premier rang des résultats des projets et programmes d'Aide pour le commerce, suivi par l'«impact positif sur l'intégration commerciale régionale», la «mobilisation de l'investissement intérieur» et l'«autonomisation des femmes». La «réduction de la pauvreté», la «création d'emplois» et la «croissance économique» ont été citées comme impacts dans un très petit nombre de cas. On notera toutefois que la catégorie «aucun impact signalé» s'est classée deuxième en importance.

À l'échelle sous-régionale, exception faite de la catégorie «aucun impact signalé», les cas d'expérience concernant l'Asie centrale et occidentale ont cité «l'accroissement des exportations», «la mobilisation des investissements étrangers et intérieurs» et «l'impact positif sur l'intégration commerciale régionale» comme étant les impacts les plus importants parmi ceux constatés. Pour l'Asie orientale, «l'accroissement des exportations», et «l'impact positif sur l'intégration commerciale régionale» constituaient d'importants impacts ainsi qu'en Asie du Sud qui faisait aussi état d'impacts dans les domaines de «l'autonomisation des femmes» et de la «création d'emplois». Pour l'Asie du Sud-Est, «l'accroissement des exportations», «l'impact positif sur l'intégration commerciale régionale» et «les investissements étrangers et intérieurs mobilisés» étaient les principaux impacts. Dans le Pacifique, «l'accroissement des exportations» et «l'impact positif sur l'intégration commerciale régionale» occupaient la première place.

Encadré D: Impact de l'Aide pour le commerce sur les exportations des bénéficiaires de la région de l'Asie-Pacifique

Dans le cadre de l'initiative en matière de modèles gravitaires du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation dans le domaine du commerce (ARTNeT), la CESAP a mis au point un ensemble de données régional pour étudier l'impact de l'Aide pour le commerce sur les exportations bilatérales dans la région de l'Asie-Pacifique. Cet ensemble de données fondé sur un échantillon de pays comprend 30 pays en développement et 67 pays importateurs pour la période 2002-2007 (disponible à l'adresse <http://www.artnetontrade.org/>). Un modèle gravitaire augmenté a été estimé sur la base de cet ensemble de données, les flux d'exportation bilatéraux étant calculés en fonction de la distance géographique et culturelle entre les partenaires commerciaux, du produit intérieur brut des partenaires commerciaux (variable indicative classique de la taille de l'économie) et du montant d'Aide pour le commerce reçu par le pays exportateur un an auparavant. Le modèle a été mesuré en fonction d'effets fixes par année, importateur et exportateur en utilisant la méthode ordinaire des moindres carrés.

Il ressort de l'exercice de modélisation que l'Aide pour le commerce se répercute très favorablement sur les exportations des pays bénéficiaires un an après avoir été reçue. En moyenne, dans toute la région, une contribution de 1 dollar EU d'Aide pour le commerce s'est traduite par une augmentation d'environ 67 dollars EU du volume total des exportations un an plus tard. Toutefois, ce rendement moyen remarquable est imputable pour une large part à la Chine, la rentabilité de l'Aide pour le commerce dans les pays peu développés ou les pays parmi les moins avancés étant très variable et ne dépassant généralement pas les 5 dollars EU comme le montre le tableau ci-dessous.

Ce modèle, qui ventile l'Aide pour le commerce en plusieurs composantes – à savoir la facilitation de l'Aide pour le commerce, la politique et la réglementation commerciales dans le cadre de cette initiative, l'aide à l'infrastructure économique et l'aide à la création d'une capacité de production

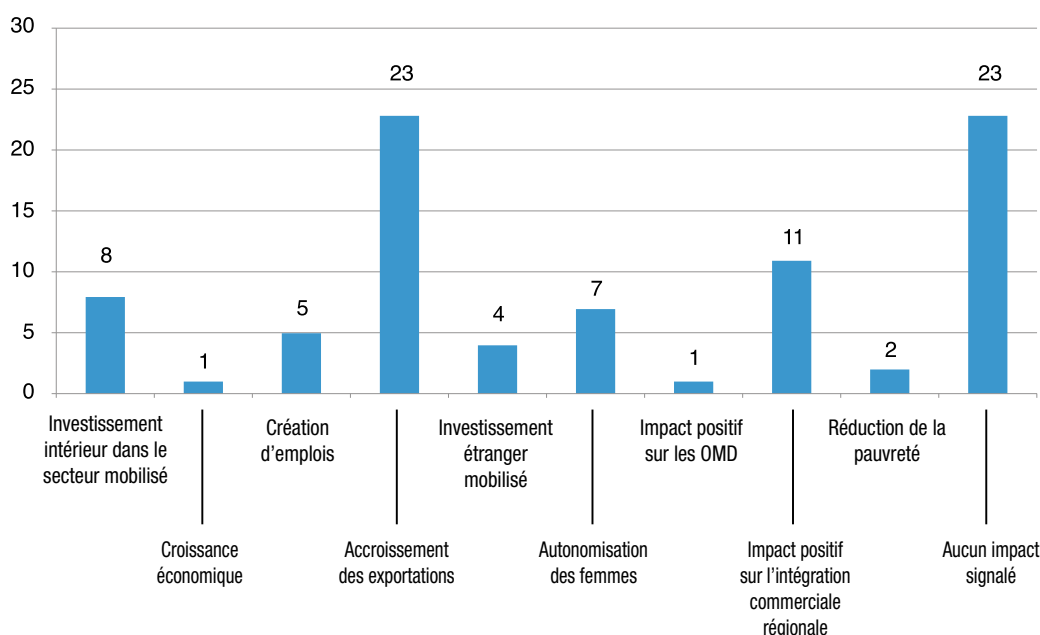
– donne à penser que c'est la catégorie de la facilitation de l'Aide pour le commerce qui, à elle seule, a le plus d'impact sur les exportations par dollar, suivie par la catégorie plus large de la politique et de la réglementation commerciales. Par exemple, le rendement de 1 dollar EU au titre de la composante «politique et réglementation commerciales» de l'Aide pour le commerce a été estimé à 437 dollars EU au Bangladesh. Ce résultat est généralement compatible avec ceux de Helble, Mann et Wilson (2009) qui ont obtenu un rendement moyen de 695 dollars EU pour la même composante sur la base d'un échantillon mondial de bénéficiaires de l'Aide pour le commerce.

Il est intéressant de noter que la rentabilité de l'aide à l'infrastructure économique et celle de l'aide à la création d'une capacité de production un an après le décaissement sont jugées positives mais pas conséquentes. Cela peut s'expliquer par le fait que l'impact de ce type d'Aide pour le commerce peut ne devenir patent qu'après plusieurs années (par exemple du fait du temps nécessaire à la construction des infrastructures). Cela peut aussi être imputable à la faible capacité qu'ont les pays d'absorber l'Aide, étant donné que ces deux catégories représentent généralement à elles deux 95 pour cent des flux d'Aide pour le commerce.

Pays	Contribution de 1 dollar EU au titre de l'Aide pour le commerce	Contribution de 1 dollar EU au titre de la facilitation de l'Aide pour le commerce	Contribution de 1 dollar EU au titre de la politique et de la réglementation commerciales
Bangladesh	3,89	6334	437
République kirghize	1,31	82	326
RDP Lao	0,84	N/A	N/A
Îles Salomon	1,19	280	1369
Viet Nam	4,13	1637	360

Note: La facilitation de l'Aide pour le commerce n'est pas comprise dans la catégorie «politique et réglementation commerciales».

Source: ONUCESAP. L'ensemble de données est disponible à l'adresse suivante: <http://www.unescap.org/tid/artnet/gravity.asp>.

TABLEAU 8: IMPACTS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Le code élevé attribué à la catégorie «aucun impact signalé» se rapporte à l'existence et à la qualité des cadres de suivi et d'évaluation dans les différents projets et programmes. Sur les 57 cas d'expérience soumis concernant la région de l'Asie-Pacifique, la majorité, soit près de 39 pour cent, comprenaient ou appliquaient un cadre de suivi sous une forme ou une autre. Pour 3 pour cent de l'échantillon, il n'y avait pas de cadre de suivi et d'évaluation. Près de 30 pour cent des cas d'expérience ne faisaient état d'aucune structure de suivi et d'évaluation tandis que dans 28 pour cent, une telle structure avait été mise en place. Toutefois, le fait qu'aucun cadre ne soit signalé ne voulait pas forcément dire qu'il n'y avait pas eu de suivi et d'évaluation.

Encadré E: Cas d'expérience concernant la sous-région du Pacifique: enseignements recueillis

... une approche régionale des services d'éducation et de formation est un moyen économique de toucher le plus grand nombre de fonctionnaires

Neuf cas d'expérience ont été soumis concernant l'Aide pour le commerce dans la sous-région du Pacifique. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont présenté respectivement le Collège technique Australie-Pacifique à l'échelle de la sous-région et la formation professionnelle pilote dans le cadre du Programme agréé d'emploi saisonnier. Il a clairement été constaté qu'une approche régionale des services d'éducation et de formation constituait un moyen économique de toucher le plus grand nombre de participants et d'assurer la compatibilité de la formation et de la certification dispensées.

... il est capital de disposer de données de référence pour mesurer les résultats et l'impact

Quatre cas d'expérience portaient l'accent sur les Fidji, un soumis par la Banque asiatique de développement sur le «Projet de développement portuaire des Fidji» et trois soumis par

les Fidji sur l'établissement de leur autorité compétente, leur secteur du sucre et leur cadre de politique commerciale. Le projet de la Banque asiatique de développement mettait l'accent sur les améliorations apportées aux quais et visait à appuyer le commerce, l'investissement et le développement du secteur privé; renforcer la compétitivité; créer un environnement macro-économique stable par le biais de la rénovation portuaire et accroître durablement la productivité des ports. Bien que le projet se soit traduit par une capacité de charge plus élevée et une rotation plus rapide des navires dans les ports, moins d'engorgement et des taux de fret et des surtaxes d'embarquement plus bas, le cas d'expérience a permis de conclure que l'on ne pouvait pas effectuer de mesures rigoureuses des gains de productivité faute de données de référence pour les principaux indicateurs de résultats.

... l'alignement sur les stratégies nationales augmente les chances de réussir

L'un des cas d'expérience des Fidji portait sur l'impact de l'interdiction des importations de poissons et les efforts consentis pour établir une autorité compétente propre à satisfaire aux prescriptions sanitaires de l'UE. La communication sur le secteur du sucre examinait l'impact de la décision prise par l'UE, suite aux évolutions politiques aux Fidji, de suspendre l'assistance financière et technique accordée à cette branche dans le cadre d'un programme de soutien prenant la forme de mesures d'accompagnement. Ce cas d'expérience mettait l'accent sur les incidences négatives de cette suspension sur le secteur et sur les sources de revenu de la population et traitait de l'impact de l'ajustement requis du régime de l'UE applicable au sucre. Il présentait les mesures prises par les pouvoirs publics à l'appui du secteur du sucre et s'achevait sur une recommandation tendant à ce que les donateurs se montrent apolitiques dans leur évaluation des besoins en aide au développement. Le troisième cas d'expérience mettait l'accent sur l'assistance promise par l'UE au titre du 9ème Fonds européen de développement (9ème FED) qui consistait à fournir des directives globales dans le domaine politique et réglementaire sur la politique de développement commercial et économique des Fidji. Il importait au plus haut point d'assurer l'alignement de la politique commerciale sur la stratégie nationale générale des Fidji.

Le cas d'expérience des Tonga portait sur deux «Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole» intéressant les normes, et en particulier les questions de quarantaine. Les deux programmes, le Programme régional de gestion de la mouche des fruits et le programme STABEX financé par l'UE, favorisaient l'augmentation des recettes agricoles des Tonga mais avec plus ou moins de succès d'après l'évaluation que les Tonga avait faite des programmes. L'importance que revêt l'alignement des projets sur les priorités nationales et la nécessité de traiter les problèmes de mise en œuvre liés au projet ont été soulignés. Le Programme régional de gestion de la mouche des fruits visait à remédier à la perte de marchés agricoles découlant des interdictions et restrictions liées à la quarantaine contre la mouche des fruits. Il avait apporté des avantages en matière d'accès aux marchés de 3,8 millions de dollars EU et un retour sur investissement de 19 pour cent. Le programme STABEX, bien qu'il ait permis de développer les infrastructures, n'a pas été jugé concluant car il ne suivait pas les priorités publiques et la mise en œuvre des projets s'était heurtée à des difficultés.

... l'établissement de relations privilégiées avec les organisations internationales travaillant dans le secteur privé permet de mettre les producteurs plus facilement en lien avec les marchés mondiaux

Le cas d'expérience de la Nouvelle-Zélande concernant «Les femmes et la constitution de sociétés aux Samoa» a montré comment, en créant des liens entre les familles des Samoa et les organisations internationales travaillant dans le secteur privé, par le biais de partenariats avec le secteur privé

mondial, on pouvait faciliter l'entrée sur les marchés mondiaux des produits biologiques des Samoa. Par exemple, le partenariat avec Body Shop International avait permis d'augmenter les exportations d'huile de coco vierge de 2 à 10 tonnes et d'obtenir un prix avantageux. Le cas d'expérience a montré l'impact sur la production, le commerce et les sources de revenus des liens créés entre les entités du secteur privé mondial et les petits producteurs du Pacifique. Il a aussi mis en évidence la difficulté qu'il y avait à obtenir la reconnaissance des pratiques commerciales loyales et leur certification dans la région Pacifique.

Les Îles Salomon ont présenté un cas d'expérience sur le "Projet de rétablissement des moyens d'existence offerts par le cacao" qui visait à accroître la capacité de production dans cette branche par la formation, la distribution de matériel et d'outils pour la culture du cacao et la fourniture d'une assistance logistique aux exploitations isolées. Le projet a donné lieu à des volumes d'exportation record de cacao (5 481 tonnes) en 2010, très supérieurs au volume moyen annuel des exportations (400 tonnes) enregistré pendant la période allant de 2003 à 2009 et il a montré l'impact cumulatif de la formation, de la fourniture de matériel et de l'intervention du secteur privé.

FACTEURS DE RÉUSSITE ET PROBLÈMES RENCONTRÉS

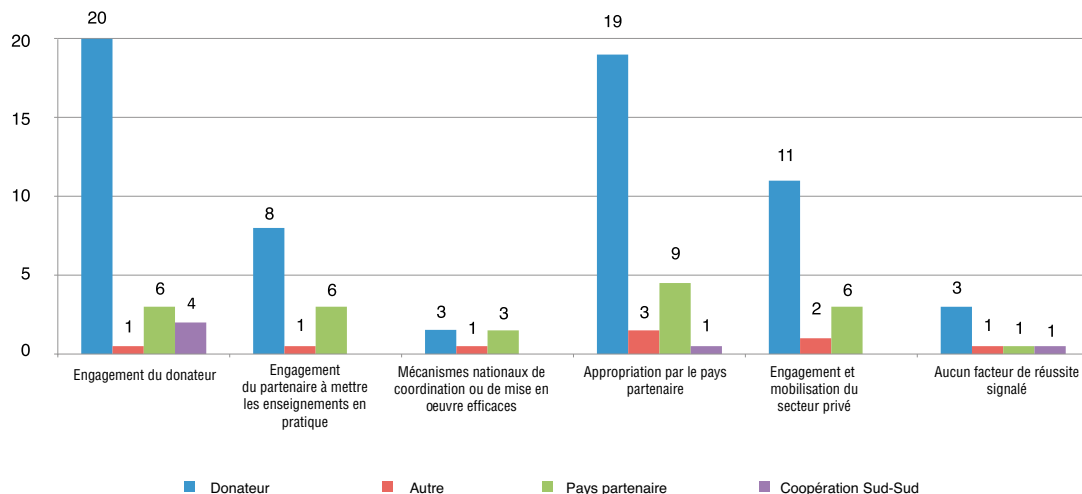
«Le projet a donné de bons résultats grâce à ... une nette adéquation entre l'action entreprise et les plans et stratégies du pays, une solide appropriation par les pouvoirs publics, une souplesse intrinsèque ... et la participation d'un large éventail de parties prenantes comme le secteur privé.» Cas d'expérience soumis par l'Union européenne concernant son **«Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce» au Viet Nam**

La majorité des cas d'expérience soumis par la région ou la concernant comprenaient des sections spéciales sur les facteurs de réussite et les problèmes rencontrés. Ces observations étaient mises en correspondance avec les indicateurs les plus communément utilisés comme éléments de réussite et sources de difficulté dans l'exécution et la mise en œuvre des projets d'aide. Les communications étaient très révélatrices de ce qui fonctionnait et de ce qui pouvait être amélioré.

Les cas d'expérience confirment indiscutablement que l'appropriation des programmes par le pays et l'engagement du donateur sont indispensables à la réussite et à la viabilité d'une intervention d'Aide pour le commerce. L'engagement du secteur privé, qu'il s'agisse de classer les besoins par ordre de priorité, ou de participer à la mise en œuvre, est jugé important, tout comme la nécessité de mécanismes de coordination nationaux efficaces. Il a également été impératif que le partenaire s'engage à appliquer les enseignements tirés de l'intervention. Les cas d'expérience présentés par les pays donateurs ont désigné l'engagement du donateur, l'appropriation par le pays partenaire et l'engagement du secteur privé comme étant les trois facteurs de réussite les plus courants. Les pays partenaires ont estimé que les facteurs de réussite les plus importants étaient l'appropriation par le partenaire, l'engagement du donateur et l'engagement du partenaire à mettre les enseignements en pratique.

«L'Aide pour le commerce n'atteindra pas ses objectifs si le pays ne s'approprie pas clairement le projet.» Cas d'expérience soumis par le CICDD sur le thème **«La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz»**

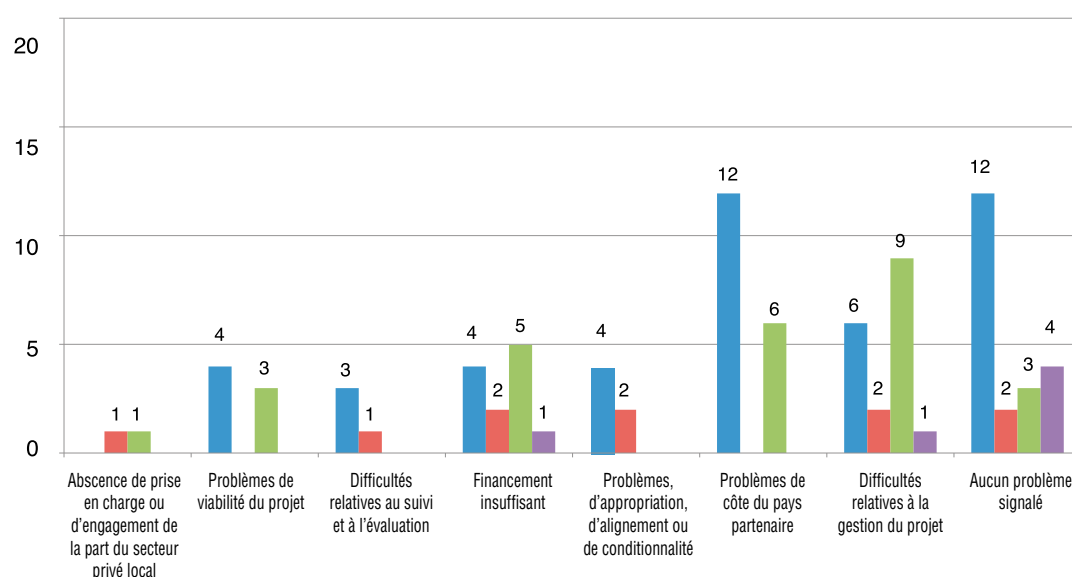
TABLEAU 9: FACTEURS DE RÉUSSITE



«Les initiatives qui sont entreprises à la demande de parties prenantes ont plus de chances de réussir que celles pour lesquelles il faut deviner les besoins de ces intervenants.» Cas d'expérience soumis par le Département indien du développement international (DFID) et la CNUCED sur le thème «**Stratégies et planification préalable pour le commerce et la mondialisation en Inde**»

Les donateurs et les pays partenaires ne donnent manifestement pas le même ordre d'importance aux principales difficultés posées par la mise en œuvre des projets et programmes au titre de l'Aide pour le commerce. Plusieurs cas d'expérience n'évoquaient aucun écueil. Dans les autres cas, les donateurs ont mis l'accent sur les problèmes rencontrés du côté des partenaires, les problèmes de gestion des projets et l'insuffisance des fonds de contrepartie. Les cas d'expérience présentés par les partenaires jugeaient fondamentaux les problèmes de gestion des projets, l'insuffisance des fonds (y compris des fonds de contrepartie) et les problèmes rencontrés du côté des partenaires.

TABLEAU 10: PROBLÈMES RENCONTRÉS



Les cas d'expérience constituent eux-mêmes une source de données empiriques sur ce qui fonctionne ou non. Les donateurs, les pays partenaires et les partenaires Sud-Sud s'accordaient à penser que l'appropriation par les pays jouait un grand rôle dans la réalisation des objectifs fixés pour les projets et programmes. C'était aussi important à l'échelle politique que du point de vue de l'application technique. La communication de la RDP lao concernant son Fonds pour le développement du commerce reconnaissait que le soutien, les directives et les instructions des responsables politiques constituaient un facteur de réussite majeur, tandis que le cas d'expérience de l'UE concernant son Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce III au Viet Nam constatait que le projet donnait de bons résultats grâce à plusieurs facteurs, dont une nette appropriation par les pouvoirs publics et la participation des parties prenantes à la phase de conception et de mise en œuvre du projet. Cela permettait d'aligner la demande et l'offre et contribuait aussi à ce que les principaux bénéficiaires adhèrent plus sûrement au projet. Le projet de l'USAID concernant l'appui à la transformation du Viet Nam dans les domaines du droit et de la gouvernance illustre l'importance fondamentale de l'appropriation par les pays partenaires et de leur adhésion au projet ainsi que la nécessité pour les donateurs de réagir à cet engagement en répondant aux demandes qui leur étaient faites et en faisant preuve de souplesse. Le cas d'expérience soumis par la République du Kazakhstan concernant la mise en œuvre de la Feuille de route pour les pays du SPECA portait l'accent sur l'appropriation des programmes au niveau régional et la manière dont l'établissement d'une feuille de route pour l'Aide pour le commerce pouvait placer les besoins et les priorités de la région au centre de son initiative d'intégration régionale.

La communication présentée par le CICDD concernant «La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz» concluait que la maîtrise du projet dont avaient fait preuve les pouvoirs publics en prenant l'initiative d'un partenariat trilatéral (secteur public-donateur-secteur privé) pour déterminer le financement du secteur rizicole était primordiale pour la réussite des projets et programmes de soutien du secteur rizicole. Le cas

d'expérience présenté par l'Allemagne concernant la «Promotion de la chaîne de valeur dans le sous-secteur des meubles de rotin en Indonésie» a réaffirmé qu'il fallait s'assurer de la participation des parties prenantes au cycle de programmation, rappelant que «la décision de faire participer toutes les parties prenantes dès la mise en place de la chaîne de valeur choisie» permettait de déceler les possibilités offertes et les blocages et autorisait aussi un degré élevé d'appropriation par les pays.

L'harmonisation des priorités des partenaires et des projets des donateurs constitue aussi un important facteur de réussite. Le cas d'expérience soumis par les Tonga concernant les Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole, qui comparait les succès obtenus par le Programme régional de gestion de la mouche des fruits et le programme STABEX, a notamment mentionné le respect insuffisant des priorités des pouvoirs publics comme l'une des raisons fondamentales de la faible réussite du deuxième programme. Au contraire, l'une des principales raisons pour lesquelles l'intervention de la Banque asiatique de développement avait réussi aux Fidji au titre du Projet de développement portuaire était le fait que les priorités sous-tendant ce projet étaient effectivement conformes au contenu de la stratégie nationale de développement de l'administration publique.

On a estimé que les problèmes qui se posaient du côté du partenaire et de celui du donateur (dont des difficultés de gestion des projets) pouvaient compromettre le succès des interventions dans plusieurs des cas d'expérience. Il pouvait s'agir de procédures contraignantes imposées par les donateurs ou de difficultés de coordination à l'échelle nationale. Le Bangladesh, dans son cas d'expérience intitulé «Réussites et échecs du Programme d'appui au commerce au Bangladesh» a conclu que les bénéficiaires devaient pouvoir peser davantage sur les décisions relatives à la mise en œuvre du projet, notamment sur le choix de consultants et d'experts et s'est aussi inquiété du fait que «si le temps de démarrage d'un projet était trop long, le programme était complètement voué à l'échec dès le départ». Les Fidji, en particulier, jugeaient préoccupantes les conditionnalités liées aux fonds alloués à l'Aide pour le commerce. Dans leur cas d'expérience sur le secteur du sucre, elles ont conclu que l'accès à l'aide devait être «apolitique et fondé exclusivement sur le bien-fondé de l'action envisagée et non sur le respect d'une norme prescrite n'ayant aucun rapport avec le commerce» s'il devait remplir ses objectifs de renforcement de la compétitivité du commerce. Le cas d'expérience soumis par les Tonga concernant les Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole a montré les difficultés rencontrées pour comprendre les procédures de l'UE, les inquiétudes quant au manque de souplesse des donateurs, le manque d'expérience des partenaires quant au respect des règles et règlements de l'UE et l'impact que les lourdeurs administratives pouvaient avoir sur le décaissement de fonds.

Les cas d'expérience ont aussi mis en relief la coordination des donateurs. La communication du CICDD concernant le Cambodge a constaté que, dans de nombreux cas, «la plupart des donateurs continuaient de penser en termes de chasses gardées», ce qui se traduisait par une «multitude de missions d'enquête et de rapports redondants, superposés et effectués en pure perte». En revanche, la communication soumise par les Tonga concernant leurs Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole a décrit la coordination pluridonateurs établie avec succès pour le Programme régional de gestion de la mouche des fruits qui avait bénéficié du concours de la FAO, de l'AUSAID, du PNUD et de la Nouvelle-Zélande. Le cas d'expérience présenté par la Banque islamique de développement concernant le Projet de route de la soie en Azerbaïdjan a aussi décrit l'assistance sous forme de dons offerte par la BlsD, la BERD, la Banque mondiale, le Fonds OPEP, le Fonds koweïtien, le Fonds saoudien et l'Azerbaïdjan à l'appui de divers volets de rénovation routière. Il a conclu que dans les projets financés à partir de plusieurs sources comme celui-ci, il importait d'instaurer une étroite coordination, la partie susceptible d'exercer le plus grand effet de levier se voyant confier la direction des opérations. Cela permet d'assurer de meilleurs résultats au projet et d'éviter le problème de la dispersion des efforts imputable aux interventions individuelles des donateurs.

De nombreuses communications ont mentionné la nécessité d'assurer l'accès au financement du secteur privé. Dans la description qu'elle a faite de son Programme de financement du commerce, la Banque asiatique de développement a conclu que «l'accès au financement du commerce était capital pour les pays en développement» car l'absence de tels fonds «entravait leur capacité de participer pleinement aux échanges internationaux». Cela est réaffirmé dans le cas d'expérience soumis par l'Australie concernant «La chaîne d'approvisionnement du cacao en Indonésie» où il était noté que l'accès au financement reste très problématique pour les producteurs et les PME de la chaîne du cacao. Le cas d'expérience soumis par la Belgique concernant son «Projet d'expansion d'une entreprise privée au Viet Nam» a conclu que la réussite du projet «montrait l'importance de l'accès au financement pour les entreprises privées dans les pays en développement».

La nécessité de ne pas trop attendre des projets en raison de la courte durée de certaines interventions a été notée dans certains des cas d'expérience. Le cas d'expérience soumis par l'Indonésie sur son «Programme de soutien du commerce-1» a rappelé que même si le projet a bien réussi, sa durée (18 à 30 mois) n'était pas «assez longue pour renforcer les capacités nationales, en particulier dans des domaines très techniques». L'importance à accorder à la durabilité des impacts des projets était un thème commun à plusieurs communications.

POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE INTRARÉGIONAL ET INTERRÉGIONAL

Les cas d'expérience soumis par la région de l'Asie-Pacifique ou la concernant offrent des possibilités d'apprentissage intrarégional et interrégional. Ils donnent un aperçu qualitatif des diverses interventions qui pourraient être reproduites dans d'autres régions et des enseignements tirés de cette masse d'expériences. Les cas d'expérience montrent clairement l'importance de l'appropriation par le pays, l'alignement et la souplesse des donateurs. L'un des principaux enseignements est l'importance de la viabilité des projets et programmes, que ce principe soit intégré dans le projet dès le départ ou qu'un appui budgétaire soit programmé par le pays partenaire pour le maintien et l'entretien des projets. Un large éventail de communications, émanant à la fois des donateurs et des partenaires, a noté l'importance qu'il y avait à envisager des cycles de programmation plus longs pour certaines interventions.

... la coopération Sud-Sud fonctionne

Il existe plusieurs exemples de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans le recueil de cas d'expérience de l'Asie-Pacifique. L'assistance apportée par Singapour par le biais de son Institut régional de formation et de son Programme de coopération mettait l'accent sur le soutien à l'intérieur et à l'extérieur de la région. L'aide que la Chine a apportée à la RDP lao en vue de la préparation du Plan d'ensemble pour le développement global du Nord du Laos a illustré la manière dont la coopération Sud-Sud pouvait grandement concourir à une initiative liée au commerce de plus grande ampleur. L'appui de la Chine avait facilité l'établissement de plusieurs documents directifs sur lesquels la RDP lao se fondait pour demander une aide internationale et attirer des investissements intérieurs et étrangers. La communication de l'Allemagne concernant la Coopération tripartite Sud-Sud: utilisation des connaissances et de l'expérience du Sénégal pour améliorer les systèmes d'administration commerciale en Asie centrale» a montré comment les compétences techniques appliquées par le Sénégal pour mettre en service un guichet unique avaient conduit à l'adoption de formules analogues dans les pays d'Asie centrale grâce à l'apprentissage interrégional. Au vu du succès de ce projet, le Programme CAREC envisage actuellement d'adopter un réseau régional de guichets uniques en Asie centrale. En outre, El Salvador et l'Afghanistan ont dit qu'ils souhaitent s'inspirer des compétences techniques accumulées au Sénégal et en Asie centrale pour mettre en œuvre leurs propres processus de guichet unique.

Le cas d'expérience soumis par l'Indonésie concernant le «Programme de formation pour pays tiers - Insémination artificielle des vaches laitières» a mis en vedette un programme Sud-Sud offert par l'Indonésie au Cambodge, à la RDP lao, au Viet Nam, aux Philippines, à la Malaisie, à la Thaïlande, au Timor-Leste, au Bangladesh, à l'Inde, au Sri Lanka, à la Mongolie, aux Fidji, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Kenya, au Soudan, au Zimbabwe, à l'Afghanistan, au Myanmar et au Yémen en coopération avec le Japon. Le programme de coopération a non seulement amélioré les techniques d'insémination artificielle et de gestion du bétail mais a aussi appuyé la mise sur pied et l'amélioration de programmes d'insémination artificielle dans d'autres pays en développement. Le projet a contribué au partage de connaissances et à une action plus cohérente entre les pays sur ces questions. Il a illustré l'effet de levier que le programme de coopération traditionnel entre le Japon et l'Indonésie avait eu sur le renforcement des capacités de près de 6 000 personnes originaires de dix-neuf pays.

Le cas d'expérience de la Corée concernant le «Projet de renforcement des capacités en matière de commerce des biens et des services» pour le Cambodge a montré l'impact de la coopération Sud-Sud sur l'amélioration des résultats économiques, l'appui à l'intégration régionale et la promotion de l'investissement par l'établissement d'une politique commerciale efficace. Il est prévu de mettre au point un programme modèle analogue pour d'autres pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie centrale. Le cas d'expérience soumis par la Suisse concernant les «Mesures en faveur de l'utilisation de la propriété intellectuelle au Viet Nam comme outil de promotion du commerce» a examiné le processus de coopération triangulaire. La fourniture d'une assistance au Viet Nam, un pays à revenu intermédiaire, offrait des possibilités de coopération accrue avec la RDP lao, un PMA. La coopération triangulaire a accentué l'impact de l'assistance et montré le rôle qu'un régime de propriété intellectuelle efficace pouvait avoir pour renforcer le climat des affaires et attirer l'investissement.

L'importance de ce type d'apprentissage et du partage des connaissances interrégionaux est une composante fondamentale des réseaux commerciaux Sud-Sud de la CESAP (encadré F).

Encadré F: Partage des connaissances et communautés de savoir à l'échelle régionale: réseaux commerciaux Sud-Sud de la CESAP

L'ONUCESAP, qui est le bureau régional situé à Bangkok du Secrétariat de l'ONU en Asie et dans le Pacifique, a compris depuis longtemps l'importance du partage de connaissances pour l'optimisation de l'efficacité et de l'impact des projets et des initiatives bilatéraux et sous-régionaux au titre de l'Aide pour le commerce. Elle appuie donc activement la création et le développement de réseaux commerciaux et de communautés de savoir à l'échelle de la région, y compris la création de guichets uniques nationaux et régionaux. Ces réseaux structurés de chercheurs, de praticiens et de décideurs dans le domaine du commerce se sont développés progressivement au fil du temps, et ont été jugés utiles pour ce qui était de faciliter la mise en œuvre et la coordination des projets de renforcement des capacités commerciales.

Reconnaissant à la fois la masse de compétences et de connaissances disponibles dans la région de l'Asie-Pacifique, et la nécessité de renforcer les capacités des pays à mettre en place leurs propres politiques commerciales en s'appuyant sur les enseignements recueillis et l'expérience acquise auprès d'autres intervenants, la CESAP a lancé plusieurs réseaux commerciaux spécialisés, y compris le Réseau des Nations Unies pour le commerce électronique en Asie et dans le Pacifique (UNNExT) et le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation (ARTNeT).

UNNExT: UNNExT est une communauté de savoir et de pratique établie par la CESAP et la CEE pour habilitier les experts de pays en développement et d'économies en transition de la région à mettre en œuvre le guichet unique et le commerce électronique. Les milieux spécialisés régionaux élaborent des outils pour faciliter la mise en œuvre du commerce électronique et pour organiser des ateliers de formation et des services consultatifs en collaboration avec la CESAP ou dans le cadre de projets au titre de l'Aide pour le commerce financés par divers donateurs dans la région, y compris la BASD et la German international Cooperation.

L'UNNExT a obtenu des résultats concrets. Par exemple, le Business Process Analysis (BPA) Guide for Simplification of Trade Procedures (Guide de l'analyse de transactions professionnelles pour la simplification des procédures commerciales) établi sous les auspices d'UNNExT et diffusé sous forme imprimée et par le biais de formations à l'échelle nationale et régionale, a été utilisé pour diagnostiquer les blocages dans les procédures applicables aux principaux produits d'exportation et d'importation dans neuf pays de la région. En particulier, la formation à l'analyse de transactions professionnelles et l'étude effectuée en l'espèce au Cambodge avec l'appui de la

CESAP ont aidé à la conception et à la mise en œuvre de l'initiative de la politique cambodgienne en matière d'exportations de riz. Le Guide est actuellement utilisé pour mettre au point la stratégie d'exportation du Cambodge pour les noix de cajou et le manioc. L'UNNExT a aussi appuyé l'établissement et la mise en œuvre du plan directeur pour le guichet unique de la Mongolie. Fruit du travail d'un groupe multiorganisations d'experts d'UNNExT et de parties prenantes du secteur privé orientés par la CESAP, le plan directeur, qui a été examiné par une équipe régionale d'experts d'UNNExT, agréé par les pouvoirs publics mongoliens et présenté aux donateurs, a obtenu son financement intégral en avril 2011.

UNNExT est en train de mettre la dernière main à un guide pratique sur l'harmonisation des données ainsi qu'à deux autres sur l'établissement d'un plan-cadre pour le guichet unique et le traitement des questions juridiques que pose le commerce électronique, lesquels, à eux trois, constitueront une série complète de supports de renforcement des capacités à utiliser en rapport avec les projets d'Aide pour le commerce dans la région. Plusieurs groupes consultatifs ont été créés pour appuyer les activités futures du réseau, et l'on envisage maintenant d'axer les travaux sur le transit et la facilitation des échanges de produits agricoles, en se fondant sur les recommandations du dernier Forum et Exposition Asie-Pacifique sur la facilitation des échanges, manifestation annuelle organisée par la CESAP et la BASD pour encourager encore davantage le partage régional de connaissances et d'expériences sur la facilitation des échanges (www.unescap.org/unnext/).

ARTNeT: Il s'est avéré utile de recenser, d'analyser et de partager les leçons et les expériences en matière de politique commerciale et d'impact sur le commerce, tant pour les responsables que pour les chercheurs du secteur du commerce. Pour faire face à ce besoin encore insatisfait, en 2004, un groupe d'institutions y compris la CESAP, le Centre de recherches pour le développement international, le Canada (CRDI) et dix instituts de recherche nationaux de l'Asie et du Pacifique ont lancé le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation (ARTNeT). Le triple objectif du réseau était 1) de produire de nouvelles études fondées sur la demande et de haute qualité sur les questions liées au commerce et à l'investissement, et ce afin que des décisions politiques soient prises sur la base de données probantes; 2) d'améliorer la communication et la diffusion auprès des responsables des résultats d'études réalisées par des instituts de recherche; et 3) d'améliorer la capacité des chercheurs locaux de fournir aux responsables des contributions utiles à l'élaboration des politiques, en particulier dans les pays les moins avancés de la région.

Ces six dernières années, le réseau de recherche s'est étendu à 30 institutions membres dans 15 pays de la région, trois principaux partenaires outre le CRDI et la CESAP (PNUD, CNUCED et OMC) et onze partenaires associés. Il a bénéficié de l'appui de nombreux intervenants, y compris la Banque mondiale, l'Institut de la Banque asiatique de développement, le gouvernement français et la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse, qui ont tous reconnu l'utilité de tels mécanismes de création et de partage de connaissances régionales à l'appui de leurs autres activités dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

L'ARTNeT a organisé plus de 15 ateliers de renforcement des capacités en matière de recherche sur le commerce, ainsi que plus de dix réunions de diffusion de travaux de recherche, offrant ainsi un lieu d'échanges entre des centaines de chercheurs et de fonctionnaires originaires de toute la région de l'Asie et du Pacifique. Il a aussi publié 85 documents de travail, 27 synthèses et sept "alertes" sur les nouveaux changements d'orientation. La base de connaissances mise au point par le réseau a servi à d'autres projets d'aide pour le commerce. Par exemple, les résultats des recherches menées dans le cadre d'ARTNET sur la facilitation des échanges ont été utilisés pour former les négociateurs chargés du commerce lors du cours régional de politique commerciale OMC-Singapour. ARTNet a aussi ouvert l'accès à des recherches pertinentes dans le domaine

du commerce par le biais de sa base de données sur les publications commerciales, qui est la composante de la Base de données de l'Accord sur le commerce et l'investissement Asie-Pacifique consacrée aux indicateurs de résultats commerciaux, et de son outil de modélisation gravitaire en ligne, qui peuvent ensemble aider les pays à classer leurs besoins en matière d'Aide pour le commerce par ordre de priorité.

(<http://www.artnetontrade.org/>)

... il est nécessaire d'investir et de soutenir les infrastructures tant matérielles qu'immatérielles

Les corridors de commerce et de transport ont eu des impacts manifestes dans la région de l'Asie-Pacifique, en particulier par le biais des initiatives de la sous-région du Grand Mékong et du Programme CAREC. Les cas d'expérience tendraient à prouver que l'on peut généralement s'attendre à de plus grands bénéfices en combinant les investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles et en coordonnant les interventions dans ces deux domaines. Les soutiens apportés aux deux types d'infrastructure se renforcent mutuellement. L'appui apporté par la Banque asiatique de développement au Projet de modernisation des douanes de Mongolie visait à remédier à des systèmes de traitement de données dépassés, à des procédures douanières inadaptées et à une mauvaise gouvernance. L'accent mis sur l'accroissement du volume des échanges et la réduction des obstacles au commerce ne pouvait raisonnablement se maintenir à long terme qu'en rehaussant les capacités du côté de l'offre que sont les infrastructures matérielles et immatérielles, en modernisant les procédures douanières et en mettant en œuvre un programme sur les TIC. Cela s'est traduit par une procédure exécutable à 100 pour cent en ligne pour le dédouanement des exportations et des importations, une baisse spectaculaire du temps nécessaire pour le dédouanement des importations, qui est tombé de 3 heures 6 minutes à 23 minutes et pour le dédouanement des exportations, qui est tombé de 2 heures 20 minutes à 13 minutes.

Le cas d'expérience soumis par la Chambre de commerce de Mongolie décrivait la façon dont le secteur privé pouvait donner de l'élan à la réforme du commerce par des activités de mobilisation, un dialogue et un partenariat entre secteurs public et privé. L'importance de la facilitation des échanges, et en particulier de la mise en place du guichet unique, a été reconnue par la Chambre de commerce qui a utilisé sa position pour faire connaître aux milieux d'affaires les atouts économiques des procédures douanières améliorées. Afin d'appuyer son point de vue, elle a entrepris une série d'enquêtes sur les exportations/importations et rédigé une résolution du gouvernement sur la facilitation des échanges et l'établissement d'un guichet unique qui a été approuvé par l'administration publique en 2007. Pour maintenir la pression sur le gouvernement, la Chambre a mis au point un cadre de suivi pour déterminer dans quelle mesure les usagers jugeaient trop lourdes les formalités administratives dans le cadre du régime douanier et plus généralement de l'environnement économique. En dépit des succès accomplis, divers problèmes se sont posés, dont l'absence d'engagement et de financement, une coordination intergouvernementale limitée et une attention insuffisante à la facilitation des échanges de la part des organisations internationales en Mongolie.

L'assistance apportée par le Japon au transport routier sans transbordement le long du Corridor Est-Ouest s'est axée sur la promotion du transport transfrontières en faveur de l'essor du commerce régional. Outre son soutien aux infrastructures matérielles, le Japon s'est aussi efforcé d'améliorer le climat d'investissement en créant un itinéraire logistique et en fournissant une assistance technique pour aider les pays à mettre en œuvre l'Accord sur le transport transfrontières. Le succès remporté par le projet pour ce qui était de favoriser l'intégration régionale par l'amélioration des transports intrarégionaux et du climat d'investissement a conduit le Mozambique à s'en inspirer entièrement pour son initiative de

Corridor de Nacala qui le relie au Malawi et à la Zambie. Le cas d'expérience de la Banque asiatique de développement concernant le projet de Corridor Est-Ouest de la sous-région du Grand Mékong au Viet Nam, en RDP lao et en Thaïlande montrait comment les améliorations apportées aux infrastructures de transport, plus une aide à la réduction des obstacles autres que physiques aux mouvements des biens échangés et des personnes, pouvaient donner des résultats concrets, une durée de trajet plus courte et des hausses de la valeur moyenne des biens faisant l'objet d'échanges commerciaux passant par les routes visées par le projet.

L'appui à l'amélioration, et, dans certains cas, à l'élaboration de normes contribue à favoriser l'impact des infrastructures matérielles existantes. L'assistance de la Suède au projet «Développement d'infrastructures de qualité au Sri Lanka» ne visait pas à construire davantage de laboratoires d'essai mais à aider ces laboratoires à aligner leur cadre réglementaire et l'infrastructure qualité sur les prescriptions de l'OMC et de l'UE. Le projet a permis à l'Office sri-lankais d'accréditation pour l'évaluation de la conformité de se faire reconnaître internationalement pour ses régimes d'agrément et s'est traduit par une amélioration du climat économique et par un accroissement prévu de l'accès aux marchés extérieurs pour les exportations sri-lankaises. Le Programme d'homologation de techniques de fumigation de l'Australie a apporté son concours à l'Inde, à l'Indonésie, à la Malaisie, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines et à la Thaïlande pour le traitement des risques quaranténaires à la source. Le projet a fait que les fumigations se sont moins souvent soldées par des échecs et il a facilité les réductions de coûts en rendant le dédouanement plus sûr pour les exportations originaires de ces pays.

Le projet de l'USAID concernant l'«Appui à la transformation du Viet Nam dans les domaines du droit et de la gouvernance» a illustré comment l'utilisation des obligations en vertu d'un accord commercial – dans ce cas l'accord commercial bilatéral EU-Viet Nam – pouvait servir de point de départ pour la modernisation du cadre juridique et réglementaire du pays. L'assistance ciblée fournie dans le domaine des réformes juridiques et réglementaires a amélioré le cadre pour l'investissement et les affaires et a eu des impacts positifs sur le renforcement des capacités institutionnelles. L'un des principaux résultats de l'appui fourni était un accroissement des exportations vietnamiennes aux États-Unis qui étaient passées de 1,1 milliard de dollars EU en 2001 à 8,6 milliards de dollars EU en 2006.

... il est profitable de promouvoir une plus grande connectivité avec les chaînes d'approvisionnement

Dans le cas d'expérience de la Nouvelle-Zélande concernant «Les femmes et la constitution de sociétés aux Samoa», il a été noté qu'il était important de ne pas créer une capacité de production sans se préoccuper de trouver des créneaux commerciaux». C'est un sentiment que les Tonga ont aussi exprimé dans l'évaluation de leurs Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole où elles ont constaté la nécessité de faire en sorte que l'assistance technique s'accompagne d'une étude des débouchés commerciaux. Les Tonga ont conclu que «la question des liens avec les marchés ne figure pas dans la majorité des programmes». L'importance qu'il y a à promouvoir une approche des projets soucieuse de la chaîne de valeur dans la région est particulièrement pertinente étant donné le grand nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la région de l'Asie-Pacifique actives dans l'agriculture et dans les processus de production industrielle à petite échelle. L'intégration régionale et la réalisation d'économies d'échelle pour les chaînes d'approvisionnement sont des politiques complémentaires, de sorte que l'appui apporté au niveau régional peut faciliter la connectivité nécessaire à la libération et l'exploitation de la dynamique de ces chaînes d'approvisionnement et de valeur.

L'Indonésie, dans son cas d'expérience concernant l'«Activité de développement des entreprises et du secteur agricole en Indonésie (SENADA)», a noté que «l'approche de la chaîne de valeur était très supérieure aux autres approches visant à améliorer la compétitivité industrielle» et l'approche suivie

par la Nouvelle-Zélande aux Samoa a créé plusieurs liens avec les marchés mondiaux de produits biologiques comme la noix de coco et le café. L'établissement de partenariats dans le secteur privé mondial entre des familles des Samoa et des organisations internationales travaillant dans le secteur privé facilitait les liens avec les marchés mondiaux pour les produits biologiques des Samoa. Les partenariats avec Body Shop International avaient permis d'augmenter les exportations d'huile de coco vierge de 2 à 10 tonnes et d'obtenir un prix avantageux. Un partenariat avec C1 espresso en vue du développement d'une industrie viable du café du Pacifique a autorisé l'achat de grains de café à un prix équitable.

L'expérience de l'Australie en Indonésie concernant la «Chaîne d'approvisionnement du cacao» se proposait de remédier à l'importante fragmentation de la chaîne d'approvisionnement, à l'indisponibilité d'installations de stockage des récoltes et au manque de prévisibilité en offrant un meilleur accès des petits exploitants aux chaînes d'approvisionnement du cacao. Le projet a facilité les liens entre les acheteurs et les petits cultivateurs de cacao en établissant des centres d'achat. Cette mise en rapport des agriculteurs et des acheteurs a permis d'accroître la productivité et d'obtenir plus d'informations sur les marchés. Cela s'est traduit par une hausse de 6 pour cent de la production de cacao dans l'un des deux districts sur lesquels le projet était focalisé et l'Indonésie a enregistré un taux de croissance annuel moyen en volume des exportations de fèves de cacao. Le cas d'expérience de l'Allemagne concernant la «Promotion de la chaîne de valeur en Indonésie» a mis l'accent sur le règlement des blocages existants et l'accroissement de la compétitivité des PME dans l'industrie du meuble. Le renforcement des liens dans la chaîne d'approvisionnement et de valeur s'est traduit par la création de nouveaux produits et par l'amélioration des produits existants, la signature de plusieurs partenariats privé-public et un accroissement des exportations en volume et en valeur entre 2008 et 2010.

L'expérience du Pakistan concernant le «Projet d'autonomisation des communautés par le développement de l'élevage et le crédit» traitait principalement de la valeur ajoutée du modèle de partenariats public-privé dans le développement du secteur laitier au Pakistan. Le projet reliait le secteur privé à un programme de développement communautaire. En assurant l'intégration de la communauté locale dans le système de chaîne d'approvisionnement et de valeur, on a pu créer des emplois et augmenter les revenus des femmes rurales dans le secteur laitier et resserrer les liens avec les marchés pour les agriculteurs. L'élaboration de chaînes d'approvisionnement peut aussi se concevoir plutôt en interne comme le montre le cas d'expérience soumis par la Société belge d'investissement pour les pays en développement concernant son «Projet d'expansion d'une entreprise privée au Viet Nam». L'objectif consistait à diversifier la production, intégrer le cacao dans la chaîne de valeur, réduire l'importation de matières premières et accroître les exportations. Cela s'est traduit par la commercialisation du premier chocolat entièrement fabriqué au Viet Nam, un accroissement des exportations, des possibilités d'emploi y compris pour les femmes, et par un premier exemple d'intégration verticale du secteur du cacao au Viet Nam.

... la viabilité des projets compte

Les préoccupations relatives à la viabilité des projets et programmes d'Aide pour le commerce se retrouvent dans bon nombre des cas d'expérience. Les donateurs ont été appelés à apporter leur assistance pendant une longue période tandis que des suggestions ont été faites qui voulaient que les pays partenaires eux-mêmes prennent des mesures en faveur de la durabilité des projets. La communication présentée par la Nouvelle-Zélande concernant «Les femmes et la constitution de sociétés aux Samoa» a indiqué que comme il faut beaucoup de temps pour parvenir à des améliorations durables et obtenir des marchés internationaux pour les producteurs ruraux, il faut «des programmes axés sur le long terme et des fonds prévisibles à long terme» pour garantir certitude et continuité. Le cas d'expérience soumis par l'Inde, l'Agence britannique de développement international (DFID) et la CNUCED intitulé «Stratégies et planification préalable pour le commerce et la mondialisation en

Inde» note que «le renforcement de capacités est une entreprise à long terme et qu'il est fortement recommandé que les projets de renforcement des capacités soient programmés et financés pour une durée plus longue». Le cas d'expérience soumis par les Îles Salomon concernant leur «Projet de rétablissement des moyens d'existence offerts par le cacao» a reconnu que «comme de nombreux projets financés extérieurement et réalisés dans le pays, les activités et réalisations connexes tendent à cesser quand le projet s'achève et que le financement s'interrompt». Le cas d'expérience conclut également que l'une des solutions possibles consiste à ce que l'administration publique prenne en charge le projet et s'appuie sur les travaux déjà engagés.

Le cas d'expérience soumis par les Tonga concernant les «Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole» pousse cette idée encore plus loin et indique que «les administrations nationales ne prennent pas d'engagement budgétaire en faveur des programmes pendant la durée du financement fourni par le donateur et après, de sorte qu'il ne reste rien pour couvrir les achats réguliers de biens consommables ... aucun fond n'est alloué à l'entretien courant ... cette absence de planification peut avoir des répercussions potentiellement négatives sur la gestion et le fonctionnement ...». Suivant les recommandations des Tonga, «le budget courant doit être pris en compte grâce à un soutien à long terme des budgets nationaux par les donateurs, et ce afin d'assurer l'entretien du matériel et des infrastructures requises».

Afin de traiter la question de la viabilité des projets, le cas d'expérience soumis par l'ONUDI a reconnu que «l'appui à la modernisation et à l'homologation des laboratoires doit prévoir les coûts de maintien de l'accréditation»; c'est pourquoi les projets de l'Organisation au Sri Lanka et au Pakistan prévoyaient une stratégie de sortie claire après une période de soutien de trois à cinq ans pendant laquelle le projet était censé être viable grâce au prélèvement de droits d'accréditation et d'évaluation. Le cas d'expérience soumis par la Banque mondiale concernant le Programme «Better Factories» au Cambodge résume cette situation en indiquant que l'évolution naturelle de l'assistance au titre des projets et programmes devrait consister à appuyer la transition vers des entités indépendantes «qui seront viables à long terme» et qui «peuvent quitter le stade du projet pour atteindre l'autofinancement».

... le suivi et l'évaluation sont pratiqués mais peuvent être améliorés

La majorité des cas d'expérience ont signalé l'existence de cadres de suivi mais des composantes d'évaluation limitées. On pouvait le voir pour l'analyse des impacts où l'attribution posait problème. Le manque de données de base fiables et d'indicateurs intégrés et mesurables empêchait aussi d'établir un lien indiscutable entre l'Aide pour le commerce et les impacts sur le commerce, la pauvreté et le développement. Le fait qu'il ne soit fait mention d'aucun cadre de suivi et d'évaluation, toutefois, ne signifie pas automatiquement qu'aucune évaluation d'impact n'a été entreprise. Bien que la plupart des cadres de suivi et d'évaluation aient atteint un stade rudimentaire, il ressort de bon nombre de cas d'expérience que les systèmes doivent être améliorés. De fait, on s'accorde de plus en plus à dire, en particulier dans les institutions de la région de l'Asie-Pacifique, qu'il faut d'urgence perfectionner et étendre les programmes de suivi et d'évaluation. L'un des messages qui se dégagent le plus souvent des cas d'expérience est la nécessité d'une meilleure évaluation d'impact et l'importance qu'il y a à élaborer des indicateurs sur la base de données de référence mesurables.

La Banque asiatique de développement, le Programme CAREC et la CESAP sont en train d'entreprendre de vastes programmes sur l'efficacité de l'aide et le suivi et l'évaluation. Le positionnement de la Banque asiatique de développement en tant qu'institution militant pour un développement efficace continue de porter ses fruits comme le montre le rapport de la Banque intitulé «Progress on Aid Effectiveness: 2010 Update» (Progrès en matière d'efficacité de l'aide: mise à jour 2010) selon lequel la Banque était en passe de remplir six des neuf objectifs cibles de la Déclaration de Paris en 2010. Les travaux menés par l'Institut de la Banque asiatique de développement et l'Institut du Programme de coopération économique régionale de l'Asie centrale sur les études d'impact sont aussi en train d'améliorer les outils

disponibles dans la région pour traiter efficacement les résultats et les impacts des interventions d'Aide pour le commerce. Les travaux de la CESAP sur les systèmes de suivi et d'évaluation sont fondés sur la gestion axée sur les résultats tant pour les questions de responsabilité que d'efficacité des projets. L'ONUCESAP a aussi mis au point des indicateurs de résultats et des méthodes dont elle a encouragé l'utilisation afin que les pays puissent mieux suivre et évaluer leur progrès, en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges. Ils comprennent des indicateurs du coût du commerce intrarégional ainsi qu'une méthode d'analyse des transactions professionnelles destinée à mesurer la durée et le coût des procédures d'importation et d'exportation. Comme il restera vraisemblablement difficile de relier les améliorations signalées par ces indicateurs à des projets spécifiques d'Aide pour le commerce, les estimations du coût du commerce de la CESAP donnent certainement à penser que l'Aide pour le commerce devra particulièrement s'attacher à l'avenir à faciliter le commerce intrarégional, comme les échanges entre les pays de la région élargie de l'Asie-Pacifique restent souvent plus coûteux que les échanges avec les pays extérieurs à la région (encadré G).

Encadré G: Coûts commerciaux intrarégionaux et extrarégionaux en Asie: marge d'amélioration

On s'attend habituellement à ce que les coûts du commerce intrarégional soient plus faibles que ceux du commerce interrégional du fait de la proximité géographique des pays de la même région, ainsi que des similarités de langue et de culture. Le tableau ci-après montre qu'il en est ainsi à l'intérieur des sous-régions asiatiques, quoique très peu en Asie du Sud – les coûts commerciaux associés aux échanges intrarégionaux entre les membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ne sont de fait inférieurs que de 4 pour cent à ceux applicables entre l'ASACR et l'ASEAN. Cela s'explique notamment par le manque de facilitation du transit entre les pays d'Asie du Sud.

Auteur du rapport\ partenaire	ASEAN-4	Asie orientale et du Nord-Est	Asie du Nord et Asie centrale	ASACF-4	Australie-Nouvelle-Zélande	ALENA
ASEAN-4	49%					
Asie orientale et Asie du Nord-Est	132%	105%				
Asie du Nord et Asie centrale	259%	193%	148%			
ASACR-4	117%	201%	258%	113%		
Australie-Nouvelle-Zélande	85%	143%	313%	145%	61%	
EU-5	105%	127%	161%	124%	122%	
NAFTA	101%	109%	244%	137%	122%	50%

Source: Base de données sur les coûts commerciaux de la CESAP.

Note: Les coûts commerciaux indiqués peuvent être interprétés comme des équivalents tarifaires et comprennent tous les coûts additionnels autres que les coûts tarifaires liés au commerce transfrontières par opposition au commerce intérieur. Les données du tableau correspondent à la dernière année disponible (2007). ASEAN-4: Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande. UE à 5: Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni; ASACR-4: Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri Lanka.

Les coûts des échanges entre les pays asiatiques de différentes sous-régions s'avèrent beaucoup plus élevés que ceux des pays ou sous-régions autres qu'asiatiques. Par exemple, les coûts non tarifaires du commerce entre l'ASEAN et l'ASACR sont près de 15 pour cent plus élevés que les coûts du commerce entre l'ASEAN et l'ALENA. De même, les coûts du commerce entre l'Asie du Nord et l'Asie centrale d'une part et l'Asie du Sud d'autre part sont 60 pour cent supérieurs à ceux entre l'Asie du Nord et l'Asie centrale et l'Union européenne. Dans un registre plus positif, toutes les sous-régions asiatiques ont progressé quant à la réduction des coûts commerciaux non tarifaires avec au moins une autre sous-région entre 2003 et 2007. L'Asie du Sud devrait avoir fait d'importants progrès pour les coûts intrarégionaux comme les coûts extrarégionaux, en particulier avec l'Asie du Nord et l'Asie centrale et l'ALENA.

CONCLUSIONS

Les 57 cas d'expérience concernant la région de l'Asie-Pacifique donnent un bref instantané des modalités de fonctionnement de l'Aide pour le commerce sur le terrain. Avec une moyenne annuelle de 11,3 milliards de dollars EU d'Aide pour le commerce pendant la période allant de 2006 à 2008, et un montant de 15,7 milliards de dollars EU reçu en 2009, ces cas d'expérience ne sont qu'une goutte dans l'océan. Ils donnent toutefois une idée des domaines où l'analyse pourrait porter à l'avenir et offrent un important catalogue d'outils fondés sur des données concrètes dont les bénéficiaires, les donateurs et les organisations de la région pourront désormais faire usage. Les voix des pays partenaires sont centrales dans ces cas d'expérience. Il est manifeste que l'Aide pour le commerce fonctionne mais qu'il faut s'attacher davantage à soutenir l'appropriation par le pays, l'alignement, le partage des connaissances en particulier par la coopération Sud-Sud, à assurer la viabilité des résultats et à procéder à un suivi et une évaluation plus efficaces.

Les communications illustrent le fait que le soutien aux infrastructures matérielles et immatérielles, en particulier à l'amélioration des douanes et aux normes, est fondamental. Les corridors de commerce et de transport sont un moyen efficace de répondre à ces besoins. En utilisant des réseaux régionaux pour partager les connaissances et les enseignements recueillis dans la mise en œuvre des politiques et des mesures commerciales, on améliorerait l'efficacité et l'impact des projets et initiatives d'Aide pour le commerce. Il a été clairement constaté qu'il était nécessaire de corrélér le soutien à la capacité de production et les liens avec les marchés pour les produits, et que le financement du commerce revêtait de l'importance pour les PME. Ces questions doivent continuer à être examinées et les enseignements recueillis doivent toujours être mis au service des nouveaux cycles de programmation et de ceux existants pour faire en sorte que les insuffisances et les erreurs décelées dans les cas d'expérience soient utilisées comme outils pratiques pour améliorer la prestation, la mise en œuvre et l'évaluation de l'Aide pour le commerce dans la région de l'Asie-Pacifique et ailleurs. Les travaux des organisations régionales, comme la CESAP et la BAsD, continueront à jouer un rôle fondamental pour aider à l'identification, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation efficaces de l'Aide pour le commerce. Ces travaux seront essentiels pour assurer que l'Aide pour le commerce s'attaque aux coûts intrarégionaux, aux obstacles non tarifaires et aux problèmes du côté de l'offre dans la région.

ANNEXE 1: LISTE ALPHABÉTIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS CONCERNANT LA RÉGION DE L'ASIE-PACIFIQUE

Soumis par	Titre
Banque asiatique de développement	Corridor Est-Ouest de la sous-région du Grand Mékong
Banque asiatique de développement	Programme de financement du commerce – Constitution de partenariats pour le commerce
Banque asiatique de développement	Projet de développement portuaire des Fidji
Banque asiatique de développement	Assistance technique pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale
Banque asiatique de développement	Projet de modernisation des douanes de Mongolie
Banque asiatique de développement	Projet de rénovation de la voie routière régionale Almaty-Bishkek
Australie	Programme d'homologation de techniques de fumigation de l'Australie
Australie	Chaîne d'approvisionnement du cacao en Indonésie
Australie	Collège technique Australie-Pacifique
Azerbaïdjan	Sensibilisation des exportateurs
Bangladesh	Programme de soutien à la qualité et de diversification des exportations
Bangladesh	Réussites et échecs du Programme d'appui au commerce au Bangladesh
Bangladesh	Appui au secteur des vêtements de confection du Bangladesh après l'Accord multifibres
Belgique	Projet d'expansion d'une entreprise privée au Viet Nam
Chine	Plan d'ensemble pour le développement global du Nord du Laos
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Programme de services-conseils aux entreprises de la BERD
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Programme de facilitation des échanges de la BERD: résultats de l'enquête réalisée auprès des banques participantes
Union européenne	Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce III
Fidji	Autorité compétente des Fidji

Soumis par	Titre
Fidji	Cadre de politique commerciale des Fidji
Fidji	Secteur du sucre des Fidji
Allemagne	Coopération tripartite Sud-Sud: utilisation des connaissances et de l'expérience du Sénégal pour améliorer les systèmes d'administration commerciale en Asie centrale
Allemagne	Promotion de la chaîne de valeur dans le sous-secteur des meubles en rotin en Indonésie
Indonésie	Activité de développement des entreprises et du secteur agricole en Indonésie (SENADA)
Indonésie	Programme de formation pour pays tiers — Insémination artificielle des vaches laitières
Indonésie	Programme d'appui au commerce-1
Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD)	La diversification des échanges après la crise financière mondiale: politique cambodgienne en matière d'exportations de riz
Centre du commerce international	Les zones d'exportation spéciales et leur impact sur les travailleuses du secteur du vêtement de l'Andhra Pradesh (Inde)
Banque islamique de développement	Projet de route de la soie en Azerbaïdjan
Banque islamique de développement	Programme de facilitation des échanges de la SIFC: enseignements tirés de la feuille de route établie dans le cadre de l'Aide pour le commerce pour le Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA)
Japon	Étude de développement sur le renforcement institutionnel de la promotion de l'investissement au Cambodge
Japon	Transport routier sans transbordement le long du Corridor Est-Ouest
Corée	Projet de renforcement des capacités dans le domaine du commerce des biens et des services pour le Cambodge
RDP lao	Fonds pour le développement du commerce
Maldives	Services annexes fournis aux entreprises
Chambre de commerce et d'industrie de la Mongolie	Comment aider à la facilitation des échanges
Népal	Le CIR et l'intégration du commerce au Népal
Nouvelle-Zélande	La formation professionnelle pilote dans le cadre du "Programme agréé d'emploi saisonnier" - Vakameasina - Apprentissage en faveur de la croissance dans le Pacifique
Nouvelle-Zélande	Les femmes et la constitution de sociétés aux Samoa
Pakistan	Projet d'autonomisation des communautés par le développement de l'élevage et le crédit
République du Kazakhstan	Mise en œuvre de l'Initiative Aide pour le commerce: une feuille de route pour les pays du SPECA

Soumis par	Titre
Institut du commerce extérieur de Shanghai	Les petits agriculteurs de la Chine et du Canada sur les marchés mondiaux
Singapour	Cours régional de politique commerciale
Singapour	Programme de coopération de Singapour
Singapour	Institut régional de formation Fonds monétaire international-Singapour
Îles Salomon	Projet de rétablissement des moyens d'existence offerts par le cacao
Suède	Développement d'infrastructures de qualité au Sri Lanka
Suisse	Mesures en faveur de l'utilisation de la propriété intellectuelle au Viet Nam comme outil de promotion du commerce
TeleConsult Group	Place des femmes dans l'Aide pour le commerce du point de vue de l'émancipation économique par la technologie, le renforcement des capacités et le droit d'accès à l'information: cas exemplaire des téléconseillères à l'échelle des villages au Bangladesh
Tonga	Programmes d'assistance technique dans le secteur agricole
CNUCED	Stratégies et planification préalable pour le commerce et la mondialisation en Inde
CNUCED	Place des femmes dans l'Aide pour le commerce: sensibilisation aux spécificités des hommes et des femmes dans le cadre de la politique commerciale indienne
ONUDI	Comment les activités de laboratoire et les exportations peuvent contribuer ensemble à faciliter le commerce au moyen d'une évaluation de la conformité fiable à l'échelle locale
États-Unis d'Amérique	Appui à la transformation du Viet Nam dans les domaines du droit et de la gouvernance
Banque mondiale	Programme "Better Factories" au Cambodge
Banque mondiale	Forum Gouvernement-Secteur privé du Cambodge
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	Succès international de la bière laotienne

ANNEXE 2: MÉTHODE DE CODAGE DES CAS D'EXPÉRIENCE

Thème abordé	Problèmes rencontrés	Facteurs de réussite	Produits du projet ou du programme	Résultats du projet ou du programme	Impacts du projet ou du programme	Suivi et évaluation	Enseignements recueillis	Efficacité du projet
1. Politique commerciale	0. Aucun problème signalé	0. Aucun facteur signalé	0. Aucun produit signalé	0. Aucun résultat signalé	0. Aucun impact signalé	0. Aucun mécanisme signalé	Aucun enseignement recueilli	Non signalée
2. Accession à l'OMC	1. Difficultés dans la gestion du projet (dont des retards de mise en œuvre, des procédures contraignantes, etc.)	1. Appropriation par le pays partenaire (par exemple engagement politique)	1. Activités de formation (atelier, cours théorique, séminaire, conférence, voyage d'étude, etc.)	1. Personnes formées (secteur public ou privé et universitaires)	1. Investissement intérieur dans le secteur mobilisé	Non utilisé	Aucun enseignement signalé	Nulle
3. Facilitation des échanges	2. Financement insuffisant (financement du projet, financement apporté par l'administration publique du partenaire ou financement relais)	2. Engagement et mobilisation du secteur privé	2. Supports de formation (manuel, rapport, étude, brochure, site Web)	2. Supports de formation établis	2. Investissement étranger mobilisé	Recours à la gestion axée sur les résultats	1. Bon projet ou programme (à reproduire ou transposer à plus grande échelle)	Certains objectifs ont été remplis
4. Normes	3. Problèmes d'appropriation, d'alignement ou de conditionnalité (projet non aligné sur les priorités nationales, conditions trop strictes, etc.)	3. Mécanismes nationaux de coordination ou de mise en œuvre efficaces	3. Nouvelles procédures (douanes, normes, entreprises, administration publique)	3. Procédures améliorées (douanes, normes, entreprises, administration publique)	3. Création d'emplois (au-delà de l'effet immédiat du projet ou programme)	Suivi	2. Projet non aligné sur les besoins du partenaire ou insuffisamment pris en charge par ce dernier	Tous les objectifs ont été remplis
5. Compétitivité	4. Problèmes du côté du partenaire (mécanismes de mise en œuvre inopérants, coordination, retards, etc.)	4. Engagement du donateur (politique, financier, souplesse de mise en œuvre, etc.)	4. Nouvelle politique (modification de la politique commerciale, du droit ou de la réglementation publics etc.)	4. Institutions publiques ou privées renforcées	4. Accroissement des exportations	Suivi et évaluation	3. Bon exemple de coordination nationale (secteur public)	Les objectifs ont été dépassés
6. Chaîne de valeur	5. Aucune prise en charge ou engagement du secteur privé local	5. Engagement pris par le partenaire de mettre les enseignements en pratique	5. Infrastructures de réseau, nouvelles ou renouvelées (électricité, eau, télécommunications)	5. Réduction des coûts de la facilitation des échanges ou des temps nécessaires au dédouanement	5. Croissance économique (à l'échelle du secteur ou de l'économie)		4. Mauvais exemple de coordination nationale (secteur public)	
7. Diversification/ promotion des exportations	6. Problèmes liés à la viabilité du projet		6. Infrastructures de transport (portuaires, routières, ferroviaires, aériennes)	6. Nouvel accord commercial	6. Autonomisation des femmes		5. Bon exemple de partenariat public-privé	
8. Infrastructures de réseau (électricité, eau, télécommunications)	7. Difficultés relatives au suivi et à l'évaluation (par exemple établissement de points de comparaison ou d'indicateurs relatifs aux impacts sur le commerce)		7. Produit exporté (nouveau ou existant) ou intégration dans la chaîne de valeur	7. Plus grande utilisation des infrastructures de réseau (par exemple utilisateurs du téléphone mobile ou de l'Internet etc.)	7. Réduction de la pauvreté		6. Nécessité d'une plus grande participation du secteur privé	

Thème abordé	Problèmes rencontrés	Facteurs de réussite	Produits du projet ou du programme	Résultats du projet ou du programme	Impacts du projet ou du programme	Suivi et évaluation	Enseignements recueillis	Efficacité du projet
9. Infrastructures de transport (portuaires, routières, ferroviaires, aériennes)			8. Exportations de services (nouvelles ou existantes) ou intégration dans la chaîne de valeur	8. Plus grande utilisation des infrastructures de transport (par exemple volume de fret transporté et temps d'occupation des quais plus élevés, etc.)	8. Impact positif sur les OMD		7. Les résultats et/ou les impacts se maintiennent une fois le projet terminé (par exemple projet viable)	
10. Ajustement lié au commerce			9. Propriété intellectuelle (nouvelle ou existante) créée ou exportée	9. Évolution favorable de la production (par exemple réduction des coûts, accroissement du volume)	9. Impact positif sur l'intégration du commerce régional et/ou accroissement du commerce régional		8. Résultats et/ou impacts du projet non viables	
11. Intégration régionale			10. Fonds, financements ou investissements mobilisés	10. Emplois (nouveaux ou existants)	10. Négatif (préciser)		9. Nécessité d'apporter un soutien supplémentaire pour assurer la viabilité du projet	
12. Financement du commerce				11. Effets relatifs à l'autonomisation des femmes			10. Nécessité de traiter des problèmes supplémentaires imprévus	
13. Intégration de la problématique hommes-femmes				12. Évolution des exportations (en volume ou en valeur)			11. Enchaînement insuffisant des programmes nationaux et régionaux	
14. Autres (préciser)				13. Évolution des importations (en volume ou en valeur)			12. Nécessité d'un plus grand renforcement des moyens institutionnels	
				14. Amélioration du climat des affaires (réglementation ou résultats)			13. Nécessité d'une participation des médias/de la société civile	
				15. Modification des indicateurs «Doing Business» (facilité de faire des affaires) de la BM				
				16. Fonds, financements ou investissements mobilisés				

